

2016

ÉTUDES DE L'IRSEM

Numéro 45



LA SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS APPLIQUÉE AUX GROUPES ARMÉS NON-ÉTATIQUES

Alix LE MOIGN

Doctorante allocataire de l'IRSEM et de la DGRIS



LA SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS APPLIQUEE AUX GROUPES ARMES NON-ETATIQUES

Alix LE MOIGN

Doctorante allocataire de l'IRSEM et de la DGRIS

avril 2016

Pour citer cette étude

Le Moign A., avril 2016, « La sociologie des organisations appliquée aux groupes armés non-étatiques », *Études de l'IRSEM* n°45.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-151007-4

■ DERNIERES ETUDES DE L'IRSEM

- 44- L'émergence des nouvelles puissances de sécurité en Afrique
Yousra ABOURABI et Julien DURAND DE SANCTIS
- 43- L'intégration des femmes dans les armées américaines
Lieutenant-colonel Arnaud PLANIOL
- 42- L'Homme augmenté? Réflexions sociologiques pour le militaire
Agnès COLIN (dir.)
- 41- Defending Europe? A stocktaking of French and German visions for European defense
Barbara KUNZ
- 40- Stratégies de mise en place des *soft powers* européen et russe en Moldavie après la Guerre froide
Michael E. LAMBERT
- 39- Parlements et légitimité démocratique de la Politique de sécurité et de défense commune
Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS, Sara CANTO
- 38- Quelles stratégies face aux mutations de l'économie de défense mondiale ?
Aude-Emmanuelle FLEURANT (dir.)
- 37- Les sanctions contre la Russie ont-elles un effet dissuasif ?
Céline MARANGÉ
- 36- La stratégie américaine en Afrique
Maya KANDEL (dir.)
- 35- Approche globale et Union européenne : le cas de la corne de l'Afrique
Général de division (2S) Maurice de LANGLOIS (dir.)
- 34- Opinion publique et armées à l'épreuve de la guerre en Afghanistan
Barbara JANKOWSKI
- 33- La puissance russe au Moyen-Orient : Retour ou déclin inéluctable ?
Clément THERME
- 32- Les stratégies du smart power américain : Redéfinir le leadership dans un monde post-américain
Maya KANDEL et Maud QUESSARD-SALVAING (dir.)
- 31- L'action extérieure de l'Europe à l'épreuve de l'Égypte et de la Corne de l'Afrique
Chantal LAVALLEE

■ PRESENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a pour mission de promouvoir la recherche sur les questions de défense et d'encourager une nouvelle génération de chercheurs. L'ensemble de ses productions et de ses activités peut être suivi sur son site :

@ : www.defense.gouv.fr/irsem

 : <http://tinyurl.com/ke3p8l7>

 : @IRSEM1

 : <http://tinyurl.com/nr8qkz8>

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document n'engagent que les auteurs.

Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense.

■ BIOGRAPHIE

Alix LE MOIGN est doctorante en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Le sujet de sa thèse porte sur l'étude des structures organisationnelles des groupes armés non-étatiques et considère : leur fonctionnement interne, l'usage qu'ils font (ou non) du territoire qui les environne, le degré d'internationalisation de leurs soutiens extérieurs, et la relation qu'ils entretiennent avec les autorités politiques officielles si celles-ci sont encore en place.

■ SOMMAIRE

- L'ETUDE DES ORGANISATIONS (ARMEES) 13
 - Formes organisationnelles et impact stratégique*..... 13
 - Pouvoir, domination et autorité*..... 15
 - Organisation, territoire et structures sociales*..... 18

- PROCESSUS DE STRUCTURATION ORGANISATIONNELLE : LES GROUPES ARMES ALGERIENS (1992-1998)..... 22
 - MIA, AIS, GIA : quelques éléments de présentation* 22
 - Processus de structuration : l'émulation GIA-AIS*..... 24
 - Le territoire, vivier de recrutement, maquis et zones libérées* 28

- CONCLUSION 33
- ANNEXES 34
- BIBLIOGRAPHIE 37

■ INTRODUCTION

L'usage de la violence comme d'un instrument de guerre n'est pas, comme on tend parfois à le réduire, le seul fait de la structure étatique. Comme l'État, les organisations non étatiques pensent, élaborent et mettent en œuvre la violence, loin d'une simple réponse émotionnelle et irrationnelle. La violence armée est alors un outil à part entière, mis au service de la réalisation des objectifs du groupe. Si cette « violence » n'est pas le centre de notre propos ici, on s'intéresse en revanche à l'entité qui s'en saisit et l'organise à ses fins.

Mais pour appréhender le phénomène des organisations armées, il apparaît d'abord essentiel de comprendre ce qu'est une « organisation », d'en rechercher une définition précise et surtout affranchie de l'usage commun utilisant le terme de manière générique. Une première réponse nous vient de la sociologie des organisations dont les concepts, s'ils sont bien souvent élaborés à partir de l'observation du monde du travail et de l'entreprise, peuvent être transposés à d'autres entités considérées dans des réalités différentes. On peut se référer à un ouvrage de Philippe Bernoux dans lequel il articule une présentation détaillée de cette branche de la sociologie à des cas d'études concrets¹. L'organisation, définie comme un « construit humain », est envisagée sous l'angle de « l'analyse stratégique par l'acteur ». Ainsi, les individus, non pas considérés en tant qu'individus, mais plutôt en tant qu'acteurs (menant une « action »), tout en interagissant et en étant interdépendants, poursuivent une stratégie qui leur est propre et qu'ils mènent en conciliation avec les objectifs du groupe. Enfin, si l'organisation réagit et s'adapte aux variations et contraintes de son environnement, en aucun cas, elle ne doit être considérée comme une simple réponse à celui-ci, elle est bien une construction autonome qui a un fonctionnement unique.

Selon Bernoux, l'organisation comporte cinq traits généraux assez schématiques que l'on évoque brièvement ici. Les deux premiers, la « division des tâches » et la « distribution des rôles », peuvent sembler synonymes, mais sont en fait complémentaires. La division des tâches renvoie au fait qu'à chaque individu est attribuée une fonction précise et suffisamment bien définie pour qu'il n'y ait pas de duplication fonctionnelle. La distribution des rôles considère que les individus ne sont pas de simples exécutants mécaniques de la tâche donnée et qu'ils disposent d'une certaine marge de manœuvre dans sa conduite et sa réalisation, c'est donc la manière avec laquelle ils s'approprient leur fonction. L'organisation se fonde également sur des systèmes d'« autorité », de « communication » et de « contribution-rétribution ». Le système d'autorité se charge d'accommoder l'attitude des acteurs aux orientations définies par la direction et selon les objectifs poursuivis par le groupe. La communication renvoie à la mise en relation des individus entre eux et à la transmission, plus ou moins formelle, de l'information. Enfin, le système de contribution-rétribution désigne la transaction qui s'effectue entre l'individu et le groupe - ce qu'il apporte et ce qu'il en retire. À juste titre, l'auteur remarque que ce dernier trait organisationnel ne prend en compte ni les motivations propres à l'individu qui décide de rejoindre une organisation ni les raisons de son intégration (recrutement) par celle-ci.

¹ Bernoux P., 2009, *La sociologie des organisations. Initiation théorique suivie de douze cas pratiques*, Paris, Seuil.

Nous jugeons particulièrement pertinent de mobiliser cette littérature pour étudier les organisations armées non étatiques² à l'instar d'auteurs comme Chad C. Serena ou Abdulkader Sinno³ qui s'accordent, respectivement pour les insurrections irakienne et afghane, sur l'étroite relation qui existe entre le type de structure établie et la capacité effective d'un groupe à conduire une lutte armée, à s'y maintenir et à réaliser effectivement des objectifs préalablement définis.

Dans cette étude, nous nous intéressons aux groupes armés qui se sont créés et développés durant la guerre civile algérienne (1992-1998) dont il faut rappeler le contexte. En octobre 1988, les émeutes qui partent du quartier populaire de Bab el Oued⁴ à Alger s'inscrivent dans une décennie de forte instabilité sociale en Algérie. violemment réprimées, elles contraignent le régime algérien à donner des gages à l'opposition notamment en s'ouvrant au pluralisme politique. Une nouvelle constitution est ainsi ratifiée et entre en vigueur en 1989, autorisant la formation « d'associations à caractère politique » (article 40)⁵. C'est ainsi que le Front islamique du Salut (FIS) se constitue, mené par ses deux principaux dirigeants, Abassi Madani et Ali Benhadj. L'entrée dans la guerre civile en 1992 fait suite à l'interruption du processus électoral qui avait vu ce jeune parti faire d'excellents scores aux élections municipales de juin 1990 et lors du premier tour des législatives en décembre 1991. Se sentant menacé et dans un climat social extrêmement tendu (grèves, manifestations, etc.), le régime suspend le second tour et décrète l'état d'urgence en février 1992. Le FIS est officiellement dissout en mars de la même année, quant à ses deux *leaders* Abassi Madani et Ali Benhadj, ils sont déjà en prison depuis juin 1991. La violence islamiste, jusque-là circonscrite à l'agitation sociale et au rappel à l'ordre de l'État, bascule alors dans la lutte armée.

Il semble y avoir eu avant l'interruption électorale un temps de latence durant lequel aucun des deux camps n'a voulu radicaliser « officiellement » la situation ; l'État algérien étant encore fragilisé depuis la fin des années 1980 et les émeutes d'Octobre, et le camp islamiste étant conscient d'avoir obtenu des gains non négligeables avec les premières élections pluralistes. Néanmoins, tout un pan islamiste s'organise - ou est déjà organisé, comme on va le voir -, et oppose fermement son refus de participer à toute vie politique qu'il estime noyauté par un régime illégitime et inscrite dans un cadre constitutionnel jugé apostat⁶. L'attitude du FIS qui accepte d'entrer dans le jeu institutionnel est donc dénoncée par ceux qui veulent modifier en profondeur le système politique et finissent par choisir la voie des armes. Au tout début du conflit, ces protagonistes de la violence s'incarnent dans une

² Nous précisons que cette étude s'inscrit dans le cadre d'une thèse sur les organisations armées non étatiques, leur construction, la manière dont elles s'approprient le territoire environnant, les stratégies mises en œuvre pour mobiliser des ressources et les relations qu'elles entretiennent avec les autorités politiques officielles. Du fait de cette spécificité dans laquelle s'inscrivent ici « nos » organisations (structures politico-militaire et usage de la violence armée dans un cadre conflictuel extraordinaire), et en l'état actuel de notre recherche, nous ne cherchons pas ici à couvrir l'ensemble des éléments constitutifs d'une organisation, il s'agit avant tout de nourrir la réflexion et d'ouvrir des pistes en privilégiant certains axes.

³ Serena Chad C., 2014, *It Takes More than a Network. The Iraqi Insurgency and Organizational Adaptation*, Stanford, Stanford University Press ; Sinno Abdulkader H., 2008, *Organizations at War in Afghanistan and Beyond*, London, Cornell university Press ; Sinno Abdulkader H., juin 2011, "Armed Groups' Organizational Structure and their Strategic Options", *International Review of the Red Cross*, Vol. 93, n° 882, 311-332.

⁴ Concernant la situation des différentes localités citées dans cette note, nous renvoyons à la carte insérée dans les annexes (Annexe n° 2).

⁵ Le Saout D., Rollinde M. (dirs.), 1999, *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb, Perspective comparée*, Paris, Karthala.

⁶ L'article 35 de la constitution algérienne garantissant les libertés de conscience et de culte est notamment jugé inacceptable.

multitude de groupes armés qui semblent se former presque spontanément, réagissant instinctivement à la situation conflictuelle⁷, comme les Fidèles au serment (*Al bâqûn 'ala al 'ahd*), le Jour de la Rédemption (*Youm el Hissab*), etc. Une partie d'entre eux ne sont formés que de quelques combattants, peut-être une dizaine ou une vingtaine, regroupés autour d'un chef. Certains n'ont aucun référent politique, d'autres se réclament de courants précis et semblent même assez complexes, comme le groupuscule Excommunication et Hégire (*Al takfir-wa-al- Hijra*) qui est présenté par Abderrahmane Moussaoui à la fois comme un groupe armé, mais également comme un courant de pensée, sur le modèle de l'organisation égyptienne du même nom créée par Mustapha Choukri dans les années 1970 et dont il se réclame⁸. On les retrouve aussi désignés sous le nom d'« hidjiristes ». Cette mouvance radicale se compose de plusieurs catégories de combattants, notamment celle dite des « Afghans » qui essaiment dans différentes formations armées algériennes, et désigne ces volontaires de différents pays arabes qui se sont engagés dans la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan. Tout un fantasme entoure ces combattants qui, au départ, ont assuré le service d'ordre des manifestations du FIS avant de s'en détacher dès 1991. Leurs tenues de commando, leur manière de défiler et de se mettre en scène alimentent la fascination. S'il ne faut pas surestimer leur nombre selon Séverine Labat (peut-être 300 à 400 hommes, et moins encore à avoir réellement combattu), en revanche, elle estime leur influence idéologique très importante, notamment dans la définition de la stratégie poursuivie par le Groupement islamique armé (GIA)⁹. Ainsi, l'un des dirigeants d'*Al takfir-wa-al- Hijra* Ahmed Bouamra (dit « Ahmed le Pakistanais ») est un « Afghan » et également l'un des adjoints de Mansouri Meliani, qui va former le noyau originel du GIA avec d'autres « Afghans »¹⁰.

La difficulté à ce stade de la recherche est d'appréhender les mécanismes de fonctionnement à l'œuvre dans cette « nébuleuse », d'en comprendre les différentes composantes alors même que le sujet est obscur et semble échapper à une compréhension précise et englobante. Au même titre que le FIS se désigne avant tout comme un « front » plutôt que comme un réel parti politique et cherche d'abord à faire converger plusieurs obédiences, la constellation des groupes armés est elle-même parcourue de multiples courants, certains se réclamant des Frères musulmans, du djazarisme¹¹ de

⁷ Parmi les nombreux groupes et groupuscules évoqués par les auteurs que l'on a consultés, citons également : le Hezbollah algérien ; les Brigades de Jérusalem (*Kataeb el Qods*) ; l'armée du prophète Muhammad (*Djaysh arrasûl Muhammad*) ; le djihad islamique (*Al djihâd al islâmî*) ; Djihad 54 ; les Forces islamiques mondiales des combattants d'Allah ; le Conseil unifié de l'action islamique ; l'Organisation des officiers musulmans ; etc.

⁸ Moussaoui Abderrahmane, 2006, *La violence en Algérie. Les lois du chaos*, Actes Sud.

⁹ « [...] les noyaux des GIA accueillent les anciens combattants des maquis afghans. Ces derniers vont fournir à la djama'a, à la fois son « état-major » et ses référents idéologiques. [...] Forts de l'enseignement de Abdallah Azzam, un professeur de droit islamique palestinien qui, jusqu'à son assassinat en 1989 à Peshawar, dirigeait le bureau de recrutement des volontaires arabes, et dont ils vendent les œuvres aux abords des mosquées, les « Afghans » vont être les premiers à théoriser le devoir de djihad contre l'État « impie ». Influencés par l'œuvre de l'Égyptien Sayyid Qutb, en ce sens qu'ils jettent irrémédiablement l'anathème sur le régime, et par les écrits d'Abdessalam Farag (l'inspirateur de l'assassinat de Sadate), dans la mesure où ils font du « meurtre des gouvernants » une obligation religieuse, ils conçoivent le djihad comme une « guerre permanente » portée par une « minorité croyante » investie d'un devoir à la fois missionnaire et militaire. », Labat Séverine, 1995, *Les islamistes algériens. Entre les urnes et le maquis*, Paris, Seuil, 238.

¹⁰ Après l'arrestation de Meliani, Bouamra semble d'ailleurs le remplacer brièvement à l'imâra en juillet 1992, avant d'être lui-même arrêté peu de temps après.

¹¹ Le djazarisme désigne un courant algérien constitué autour d'un petit groupe d'étudiants de la faculté centrale d'Alger sous l'influence de Malek Bennabi (1905-1973). À l'origine, le terme de « djazara » est un néologisme péjoratif donné par Mahfoudh Nahnah (fondateur du Hamas algérien) lorsqu'après avoir fréquenté le groupe de Bennabi, il s'en éloigne pour rejoindre la mouvance des frères musulmans et dénigre ceux qui

Malek Bennabi, du salafisme, de l'hidjirisme, etc.¹². À cette diversité politique s'ajoute la pluralité des profils et des trajectoires des membres et des combattants, plus ou moins religieux, plus ou moins politisés, et aux ambitions tout aussi diverses (criminels, marginaux sociaux, jeunes désœuvrés, diplômés, étudiants, militaires radiés ou déserteurs, etc.).

Pour appréhender ce(s) phénomène(s) complexe(s), sans doute est-il nécessaire d'accepter l'idée d'une première impression d' « incohérence », d'une réalité qui se dérobe. Et il faut garder à l'esprit la grande porosité des frontières des groupes armés ainsi que la grande mobilité des combattants semblant passer avec beaucoup d'aisance d'une entité à l'autre. Les transfuges et les défections ne sont absolument pas des phénomènes isolés, à l'image d'Abderazaq Rajjam et Youssef Boubras, deux membres importants du FIS, mais représentant le courant minoritaire de la djazara qui peine à imposer ses vues dans les processus décisionnels du front. Passés dans les rangs du GIA en 1994¹³, ils finiront par revenir dans le giron de l'Armée islamique du salut (AIS), « bras armé » du FIS. À l'appui de cette idée, on prendra ici trois exemples qui illustrent cette étroite imbrication entre mouvances politiques, groupes armés et mobilité des combattants.

Ainsi, le groupuscule des Fidèles au serment, que l'on a évoqué plus haut et qui se crée au début du conflit, est dirigé par Oussama Madani et Kamreddine Kharbane. Le premier n'est autre que le fils du *leader* du FIS emprisonné, Abassi Madani. Et on retrouvera Kharbane par la suite en tant que vice-président de l'instance du FIS à l'étranger, dirigée par Rabah Kebir en exil en Allemagne et dont la création est officialisée en 1994¹⁴.

Le groupe *Youm el Hissab* est également intéressant. Selon Ammar Belhimer¹⁵, ce sont, là encore, des membres d'*Al takfir-wa-al- Hijra* qui sont à l'origine de sa création. Parmi les dirigeants du groupe, on trouve notamment Azzedine Baâ, qui sera par la suite un des lieutenants importants d'Abdelkader Chebouti dans le Mouvement islamique armé (MIA), et Abdelkader Hattab, qui est le cousin¹⁶ d'Hassan Hattab, futur émir influent du GIA qui fera sécession en 1998 pour former le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), groupe qui finira par prêter allégeance à Al-Qaïda.

refusent de le suivre. Les djaristes sont plutôt des pragmatiques en politique, et au sein du FIS ils incarnent une tendance modérée et nationaliste, notamment par rapport à la virulence des salafistes comme Ali Benhadj, partisans d'un islam internationaliste.

¹² Abderrahmane Moussaoui parle de cette diversité de l'islamisme en disant que tous ses courants se revendiquent de la « Salafiya », au sens d'un réformisme qui se référerait à la tradition des anciens (de *salaf*, antique, ancêtre). Au sein de la Salafiya, une distinction essentielle s'opérant alors entre une Salafiya « modérée », choisissant le biais politique et une Salafiya « combattante », optant pour la voie des armes. « Ces différentes appellations aux multiples noms que se donnent les groupes ont souvent rendu difficile la compréhension des logiques de structuration de ces groupes. Pour y voir plus clair, revenons sur la matrice de référence de l'ensemble de ces groupuscules, djama 'ât al-djihad, présents sur le terrain de la violence depuis l'avènement de l'islamisme en Algérie. Depuis les plus modérés jusqu'aux plus radicaux, tous ces groupes se réclament de la Salafiya », (Moussaoui, 2006 : 151)

¹³ On le verra un peu plus loin.

¹⁴ Belhimer A., 1^{er} trimestre 1995, « Les groupes armés de l'opposition islamique », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 36-37, 61-92.

¹⁵ Belhimer A., « Les groupes armés... », *Ibid.*

¹⁶ Les auteurs se contredisent sur le fait de savoir si Abdelkader Hattab et Mouloud Hattab sont deux cousins ou une seule et même personne... Pour nous ici, cela est surtout révélateur de la grande complexité de la réalité étudiée.

Le parcours d'Hassan Hattab pour terminer est justement très intéressant. Durant la décennie 1990, il a frayé avec tous les groupes armés actifs sur la scène algérienne, et ses quatre frères sont tous morts au cours de la guerre civile. Il est d'abord initié à la lutte armée par son cousin, ancien membre du MIA de Moustapha Bouyali dans sa première version¹⁷, puis il fait partie du Mouvement pour l'État islamique (MEI) de Saïd Makhoulfi, avant de rejoindre le GIA, et enfin de créer son propre groupe, le GSPC.

Il convient donc de se demander pourquoi toutes ces organisations nous apparaissent si complexes à approcher. C'est Abderrahmane Moussaoui, anthropologue algérien qui enseignait à l'université d'Oran pendant la guerre civile et qui a fait de la violence qu'il avait sous les yeux l'un de ses objets d'études, qui nous propose un début de réponse¹⁸. Selon lui, il est certain que dans un premier temps, l'objectif, incarné dans la lutte armée, a primé sur l'organisation structurelle et les cadres. Il fait d'ailleurs le parallèle avec le Hezbollah libanais qui émerge d'abord en tant qu'entité avant de se constituer en structure organisée. « À l'instar de ce parti chi'ite, à ses débuts, la mouvance islamiste en Algérie commence par privilégier l'objectif à la structure. Elle se présente alors non pas comme un parti, mais comme un front (FIS) visant à subsumer toutes les tendances qui mènent le même combat en vue de la victoire inéluctable. [...] Pour le FIS, il ne s'agit pas de satisfaire à des clauses organisationnelles, mais d'accomplir la noble mission de glorification de la parole divine. »¹⁹. Si ici Moussaoui parle spécifiquement du parti politique qu'est le FIS, il est fort possible que cette tendance soit également applicable aux groupes armés qui vont occuper la scène algérienne à partir de 1991-1992. C'est l'interruption du processus électoral associée à plusieurs éléments dont nous allons parler ici qui vont pousser le FIS à élaborer puis renforcer ses cadres. « Elle [la mouvance islamiste] se résout à œuvrer pour une organisation structurée et centralisée ; et, comme le Hizbollah, le FIS finit par avoir une direction unifiée et des porte-parole accrédités. »²⁰. Moussaoui observe également une convergence dans la lutte armée et dans l'usage de la violence qui transcende les différents groupes et tendances en présence, évoquant le djihad comme un « dénominateur commun »²¹. « L'alliance stratégique passe par la violence armée. La volonté et l'action du djihad paraissent plus déterminantes que l'appartenance politique. Alors que les leaders des partis islamistes ont des difficultés à dialoguer, les groupuscules armés, eux, apparemment, arrivent à coorganiser des opérations aussi délicates que l'attaque d'une caserne. »²².

Nous avons choisi d'articuler la présente étude en deux parties distinctes.

La première se veut assez théorique et cherche à présenter certaines notions extraites de la sociologie des organisations et leur pertinence dans l'étude des organisations armées. Ainsi, on questionnera d'abord les différentes formes que peuvent prendre les organisations et leur influence sur la stratégie d'action du groupe. Puis on s'intéressera à la question du pouvoir, élément central selon nous dans une organisation armée. Enfin, on évoquera les liens entretenus par les groupes armés, le territoire et les structures sociales préexistantes à leur formation.

¹⁷ Nous en reparlerons.

¹⁸ Moussaoui A., *La violence...*, *Op. cit.* Pour une réflexion sur la question du chercheur travaillant sur un terrain de violence, on conseillera également la lecture de : Moussaoui A., 1^{er} trimestre 2001, « Du danger et du terrain en Algérie », *Ethnologie française*, vol. 31, 51-59.

¹⁹ Moussaoui A., *La violence...*, *Ibid.*, 145.

²⁰ Moussaoui A., *La violence...*, *Ibid.*, 145.

²¹ Moussaoui A., *La violence...*, *Ibid.*, 154.

²² Moussaoui A., 1994, « De la violence au djihad », *Annales, ESC*, n° 6, 1315-1333, 1328.

La seconde partie aborde donc le cas algérien. Nous avons choisi de concentrer notre attention sur les deux ou trois groupes qui semblent polariser la lutte armée : le Mouvement islamique armé (MIA), l'Armée islamique du salut (AIS) et le Groupement islamique armé (GIA). Et remarquons, au travers des quelques aspects que l'on évoquera par la suite, un élément récurrent - et régulièrement invoqué par la littérature lorsqu'il s'agit d'aborder la question des groupes armés algériens -, celui de cette compétition pour acquérir le « monopole du djihad »²³, au sens où les différents groupes se placent dans une concurrence permanente pour mener leur combat. Si cet aspect n'est pas en soi détaillé, il sert néanmoins de « fil rouge » à notre propos.

Ainsi, on présentera d'abord rapidement les forces en présence. Puis on évoquera les processus conjoints d'organisation de l'AIS et du GIA et l'impression d'une sorte d'« émulation » dans leur structuration. Enfin on abordera la relation que ces groupes armés entretiennent avec leur environnement, considéré à la fois comme un vivier de recrutement et comme l'assise territoriale de leur lutte armée.

²³ L'expression est de Martinez L., 1998, *La guerre civile en Algérie : 1990-1998*, Paris, Karthala.

■ L'ETUDE DES ORGANISATIONS (ARMEES)

FORMES ORGANISATIONNELLES ET IMPACT STRATEGIQUE

L'« organisation » est le cadre théorique dans lequel s'inscrit une pluralité de formations, c'est cette diversité qui nous intéresse à présent. Très schématiquement, on distingue les organisations centralisées des organisations décentralisées, la distinction étant ainsi forgée selon le niveau hiérarchique où se situe la prise de décision. Dans la centralisation, les décisions qui concernent l'ensemble de l'organisation viennent pour l'essentiel de la direction, les niveaux hiérarchiques inférieurs se contentant plutôt de leur mise en œuvre. Dans la décentralisation, les décisions sont prises par les individus les plus proches de la situation concernée ce qui suppose des niveaux très divers et un nombre d'acteurs décisionnaires potentiellement important. Mais bien évidemment cette dualité n'est pas fixe et il existe une multitude de situations et de contextes. Comme le souligne Mary Jo Hatch, une organisation peut être décentralisée lorsqu'il s'agit d'intervenir sur des questions spécifiques, mais centralisée lorsqu'il s'agit de définir ses grandes orientations stratégiques²⁴. Et lorsqu'Henry Mintzberg élabore sa typologie des formes d'organisations, il invoque une combinaison de paramètres qui mettent à jour non pas une forme unique de décentralisation, mais bien plusieurs selon les configurations et l'endroit d'où part le pouvoir (sommet hiérarchique, éléments intermédiaires, base opérationnelle, etc.)²⁵.

À l'idée de décentralisation, Abdulkader Sinno²⁶ préfère le terme de « non-centralisation » (*non-centralized*), catégorie plus englobante incluant effectivement les formes d'organisations décentralisées, mais également celles de type clientéliste (*patron-client relationship* ou *patronage*) ou réticulaire (*networked*). Dans un article où il étudie la relation entre la structure organisationnelle des groupes armés et leur capacité effective soit à mettre en œuvre, soit à contrer, une stratégie opérationnelle, Sinno tente d'aller au-delà de la dualité centralisation-décentralisation et recherche une typologie plus exhaustive. Il choisit de référencer dans une même classification à la fois des organisations uniques et des agrégats d'organisations nous invitant sans doute ici à ne pas négliger les multiples interactions et arrangements circonstanciels qui prévalent dans leur fonctionnement, les groupes considérés en situation de conflit étant en permanence soumis aux modifications de leur environnement et à des coopérations plus ou moins forcées et plus ou moins durables. À côté des formes centralisée et décentralisée, il distingue ainsi les formations de type entrepreneurial, clientéliste, multiple et fragmenté. La première est une construction *ad hoc* généralement constituée dans une finalité précise (renforcer un pouvoir personnel par exemple) ; la forme clientéliste (*patron-client* ou *patronage*) est une relation entre un patron qui fournit une ressource (financière, matérielle, etc.) à un client qui lui assure, en échange, son assistance et sa loyauté. Selon Sinno, c'est une relation très souple, presque contractuelle, dont patron et client peuvent se détacher facilement. Enfin, les formes multiple et fragmentée sont des associations d'organisations, la

²⁴ Hatch M. J., 2000, *Théorie des organisations, De l'intérêt de perspectives multiples* [titre original : *Organization Theory. Modern Symbolic and Postmodern Perspectives*], Paris-Bruxelles, De Boeck Université.

²⁵ Mintzberg H., mars 1980, "Structure in 5's: A Synthesis of the Research on Organization Design", *Management Science*, volume 26, n°3, 322-341.

²⁶ Sinno A.H., *Organizations at War...*, *Op. cit.*, "Armed Groups'...", *Op. cit.*

distinction se fondant sur leur nombre, l'organisation multiple compte de deux à quatre groupes et l'organisation fragmentée plus de cinq.

Si Sinno semble éluder rapidement l'organisation réticulaire de sa typologie, tendant à l'associer à une structure décentralisée, c'est avec Chad Serena que l'intérêt et la richesse d'une telle formation apparaissent²⁷. Suivant cette idée, le réseau, même s'il est une structure souple, n'est absolument pas à considérer comme une « non-construction » ou le résultat d'une absence de forme organisationnelle. C'est bien ici une adaptation structurelle face aux nécessités conflictuelles et une réponse au contexte environnemental. Sinno définit le réseau comme un ensemble lâche et non hiérarchisé d'unités, très autonomes les unes des autres²⁸. Serena complète cette définition en insistant surtout sur la grande flexibilité de ce type de formations, capables de s'adapter rapidement autant à des contraintes externes qu'à leurs propres besoins structurels internes²⁹. C'est ce caractère extrêmement protéiforme qui caractérise selon lui l'insurrection irakienne, notamment lorsqu'il observe le développement d'organisations hybrides, partiellement hiérarchiques et partiellement réticulaires.

C'est de ses particularités structurelles que le réseau tire à la fois ses forces et ses faiblesses. En effet, la fluidité de ses contours et ses capacités à se mouvoir et à changer de forme rendent l'organisation insaisissable et difficilement prédictible pour ses adversaires. Le réseau dispose également d'une grande liberté opérationnelle et réagit plutôt en fonction de la situation donnée que selon des règles procédurales et hiérarchiques lourdes et contraignantes, comme c'est le cas dans certaines organisations centralisées. Mais de cette capacité à se reconfigurer en permanence proviennent aussi plusieurs de ses principales faiblesses, comme la grande rotation (*turnover*) et l'inconstance de ses membres et les difficultés qui se posent parfois pour recruter de nouveaux combattants. Cela tient notamment au fait que le réseau est en perpétuelle recherche d'équilibre pour garantir sa survie, entre un niveau de protection suffisant (*covert network*, nécessité de protéger les membres et les opérations, ne pas être infiltré par des éléments hostiles, etc.) et une indispensable ouverture (*overt network*, récolter et communiquer des informations, intégrer de nouveaux combattants, etc.). D'autres difficultés propres au réseau peuvent également être citées, comme la communication et la coordination souvent limitées entre les membres, notamment lorsque les réseaux constitués sont très secrets ; et les conflits internes, souvent difficiles à juguler du fait de l'absence d'un commandement centralisé et d'une autorité qui peine à s'imposer face à des éléments très autonomes.

Les travaux de Serena et Sinno concordent sur l'idée d'une interdépendance entre le type de structure dont dispose un groupe et sa capacité à mener efficacement une lutte armée. À ce titre, Sinno se sert de la typologie qu'il a élaborée et pose une double interrogation. Il cherche d'abord à savoir quelle est, selon la structure organisationnelle du groupe armé, sa capacité (ou non) à

²⁷ Serena C., *It Takes More...*, *Op. cit.*

²⁸ “[...] *autonomous fluid units without a hierarchical structure*”, Sinno A. H., “*Armed Groups’...*”, *Op. cit.*, 316.

²⁹ “[...] *many different definitions [...]. Generally, networks consist of interlinked individuals or groups of individuals that oftentimes develop out of a preference for social interaction with similar others. They can be fairly simple or complex, large or small, and are in the main inherently adaptive systems. In a network each individual has an effect on the whole, and vice versa. Networks are enabled or formed based upon shared values, norms, and trust, and along shared interests in goal accomplishment*”, Serena C., *It Takes More...*, *Op. cit.*, 12.

enclencher différents mécanismes pour se mobiliser et assurer son efficacité opérationnelle. Et il évoque ainsi plusieurs éléments qui participent à l'organisation, comme la capacité à mobiliser des ressources ou à obtenir une aide extérieure, à assurer la bonne coordination au sein de la structure, à maintenir le contrôle et la discipline dans la chaîne opérationnelle, etc. Selon leur forme, les organisations ne disposent pas des mêmes nécessités, ni des mêmes atouts et auront plus ou moins de mal à réaliser ces processus. Sans détailler l'ensemble de ces influences, on remarquera, par exemple, que l'organisation centralisée semble particulièrement apte à ces mises en œuvre lorsqu'elle dispose d'un territoire sanctuarisé³⁰ ; et qu'en l'absence d'un tel espace, c'est l'organisation clientéliste qui semble y répondre le mieux.

Le second niveau de questionnement est : quelle est, selon la structure organisationnelle du groupe armé, sa capacité effective à mettre en œuvre une stratégie opérationnelle précise ? Et quelle est sa capacité effective à résister et à contrer ces mêmes stratégies opérationnelles lorsqu'on les lui oppose ? Ici, Sinno prend l'exemple de quatre stratégies d'action. La première est la plus évidente dans un cadre conflictuel, c'est le fait soit de trouver un compromis par la voie négociée (*accommodation*), ou de s'affronter (*confrontation*) plus ou moins directement, dans un conflit d'usure (*attrition*) ou une guerre ouverte. La deuxième stratégie est celle du « diviser pour régner » (*divide and conquer*) qui consiste à créer des différences ou à exacerber les tensions au sein d'un même ensemble pour que celui-ci ne puisse mutualiser ses forces et se poser en contre-pouvoir. La troisième stratégie désigne la conquête des « cœurs et des esprits » (*hearts and minds*) et nécessite un haut potentiel de collecte, d'acheminement et de centralisation de l'information ; elle vise à repérer dans une population donnée les individus déstabilisateurs et à les isoler du reste du groupe pour les démoraliser et les couper de tout soutien insurrectionnel. La dernière stratégie, enfin, est celle de la cooptation (*co-ption* ou *co-optation*) désignant l'attitude d'une organisation puissante qui, afin de garantir sa suprématie et de rééquilibrer une situation potentiellement instable, va intégrer dans ses rangs des éléments d'autres organisations qui pourraient constituer une menace. À nouveau, on ne détaillera pas ici l'ensemble des conclusions de Sinno (résumées dans le tableau intégré en annexe 1), on remarquera simplement que si là encore, lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre les différentes stratégies, la forme centralisée est particulièrement appropriée, en revanche, elle ne semble pas être la plus résiliente, à l'image de la forme clientéliste, lorsqu'il s'agit d'y résister.

POUVOIR, DOMINATION ET AUTORITE

Nous portons ici un intérêt particulier sur certains auteurs qui considèrent le pouvoir comme l'élément central de l'organisation. Ainsi lorsqu'Amitai Etzioni établit une classification des différentes organisations, il le fait en fonction de leur « structure de pouvoir »³¹. Au même titre qu'il distingue les pouvoirs physique, matériel et symbolique, il tend à distinguer les organisations selon qu'elles sont coercitives (systèmes carcéraux, etc.), rémunératrices et utilitaires (les entreprises, etc.) ou productrices de normes (églises, etc.). Abdulkader Sinno lui-même considère la structure

³⁰ Nous abordons ce paramètre plus spécifiquement un peu plus loin, dans la partie : « Organisation, territoire et structures sociales ».

³¹ Etzioni A., 1961, *A Comparative Analysis of Complex Organizations. On Power, Involvement, and Their Correlates*, New York, The Free Press of Glencoe.

organisationnelle avant tout en termes de « distribution du pouvoir » à la fois « dans et parmi » les organisations³².

Les définitions s'accordent pour considérer le pouvoir comme la capacité d'un acteur (individu, groupe, etc.) à s'imposer à un ou plusieurs autres à fin d'obtenir quelque chose qu'ils n'auraient pas fait sans cette demande, et elles insistent sur l'idée que ce n'est pas forcément lié à une position hiérarchique. Dans la conception de l'autonomie de l'acteur, l'accent est mis sur le fait que le pouvoir est avant tout une « relation »³³, au sens où celui qui reçoit un ordre peut l'exécuter de différentes façons - avec plus ou moins de zèle par exemple -, voire même en négocier ou en conditionner la réalisation. C'est néanmoins une relation « déséquilibrée » et inégalitaire, le subordonné ne maîtrisant généralement pas autant de données que son supérieur (objectifs, contexte, stratégies, etc.). Reprenant la typologie élaborée par Michel Crozier et Erhard Friedberg³⁴, Philippe Bernoux distingue dans son ouvrage les sources et les ressources du pouvoir. Les sources du pouvoir, « secrétées » par l'organisation, sont au nombre de quatre : être en mesure d'apporter à l'organisation une compétence difficilement remplaçable ; maîtriser les relations de la structure avec son environnement (avec d'autres organisations par exemple) ; maîtriser la communication interne (sens de transmission de l'information, teneur de celle-ci selon qu'elle est entière, parcellaire, etc.) ; enfin, connaître les règles de fonctionnement qui fondent l'organisation, perçues à la fois comme un cadre contraignant (restreignant les comportements, régissant les fonctions de chacun), mais également dans un sens positif (protégeant les individus et sur lequel ils peuvent élaborer des stratégies d'action une fois ces règles connues et maîtrisées).

Bernoux considère qu'il y a deux ressources du pouvoir, dans lesquelles le détenteur puise pour que ses décisions soient appliquées : la légitimité et la contrainte. La contrainte représente l'usage de la force dans toute sa palette de nuances (coercition administrative, matérielle, physique, etc.). La légitimité est liée au pouvoir dans le sens où c'est la capacité pour le supérieur d'obtenir la participation plus ou moins active des subordonnés, le but recherché étant leur « adhésion » ou tout du moins leur « acquiescement » selon les termes de Bernoux³⁵. Il y a donc une idée d'acceptation de la « domination » pouvant, selon Max Weber, prendre trois formes en fonction du « *caractère propre de la motivation qui commande l'obéissance* »³⁶ et pouvant se conjuguer, on distingue ainsi les dominations rationnelle, traditionnelle ou charismatique. La première est également dite « rationnelle-légale », c'est typiquement la forme de domination qui prévaut dans nos sociétés contemporaines, les individus obéissent parce qu'ils croient, en tous les cas acceptent, la légalité de l'ordre donné (exécution d'une décision administrative par exemple). Les dépositaires de la domination traditionnelle sont quant à eux, investis par l'idée d'un héritage antérieur, d'un caractère « sacré » qui dépasse les individus. Enfin, la forme charismatique suggère également une idée de « sacralité », mais qui s'incarne là dans l'aura d'une seule et même personne. À ce propos, les suggestions de Weber lorsqu'il évoque le problème qui se pose lorsque l'individu incarnant la

³² Sinno A. H., "Armed Groups'...", *Op. cit.*, 316.

³³ Crozier Michel & Friedberg Erhard, « Le pouvoir comme fondement de l'action organisée », dans Benabou C., Abravanel H. (dir.), 1986, *Le comportement des individus et des groupes dans l'organisation*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 351-369.

³⁴ Crozier M., Friedberg E., *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 82-90.

³⁵ Bernoux P., *La sociologie...*, *Op. cit.*, 182-183.

³⁶ Aron R., 1967, *Les étapes de la pensée sociologique*, Montesquieu, Comte, Marx, Tocqueville, Durkheim, Pareto, Weber, Paris, Gallimard, 556.

domination charismatique vient à disparaître nous apparaissent particulièrement intéressantes. Il identifie ainsi différents mécanismes pour transmettre cette domination charismatique et assurer ainsi une certaine pérennité au groupe, comme la désignation d'un successeur par les membres proches de l'ancien *leader* ou la transformation de la domination héréditaire en domination traditionnelle en invoquant, par exemple, l'hérédité dans la transmission du pouvoir. C'est l'« *institutionnalisation de l'exceptionnel* »³⁷ pour reprendre la formule de Raymond Aron.

Dans le cas d'un groupe armé actif dans une guerre civile, donc d'une organisation considérée dans un cadre « extraordinaire », Abderrahmane Moussaoui ouvre une autre dimension à cette notion de pouvoir. Il ne parle d'ailleurs pas en termes de pouvoir, mais en termes d'« autorité »³⁸, une distinction également faite par Bernoux, l'autorité évoquant alors un ensemble de qualités qui inspire « confiance » et par lesquelles un individu prend l'ascendant sur les autres. Aron rappelle d'ailleurs que Weber utilisait également le terme d'*autorität* en ce sens, pour « *désigner les qualités naturelles ou sociales que possède le maître* »³⁹.

En réalité, selon les auteurs étudiés, l'autorité est également définie comme l'une des sources du pouvoir et est étroitement liée à la position hiérarchique occupée par l'individu dans l'organisation. Chester I. Barnard n'envisage ainsi l'autorité qu'« *à l'intérieur d'un système organisé* » en faisant la distinction entre « *l'autorité découlant du rang* » (de la position hiérarchique) et « *l'autorité découlant du leadership* » (des compétences spécifiques détenues par l'individu); l'idéal étant d'allier ces deux aspects⁴⁰.

Moussaoui pose la question de ce qui fait qu'un chef se fait obéir et juge insatisfaisant l'explication de l'ordre aveuglément exécuté. Ce que confirme également Bernoux lorsqu'il évoque la - relative - liberté des acteurs qui prennent part à une organisation et ne peuvent accepter d'être de simples exécutants. Dans son étude de l'usage de la violence durant la décennie 1990 en Algérie⁴¹, Moussaoui identifie le chef comme la figure charismatique qui transcende le groupe. On pourrait synthétiser en disant que le chef est à la fois un rassembleur, un modèle et un référent. C'est d'abord lui qui transmet au groupe l'impulsion mobilisatrice, lui donnant le sentiment que les objectifs sont réalisables - « *transformer l'utopie en un projet possible* »⁴². Dans un second temps, cette transmission n'est rendue possible que parce qu'il est lui-même intimement convaincu du bien-fondé de cette action et de son aboutissement dans la mise en œuvre, et qu'il va galvaniser le groupe en lui montrant la voie. Enfin, c'est un référent qui sécurise les membres du groupe en assumant pleinement le projet conduit : « *Le subordonné met d'autant plus de cœur à l'ouvrage lorsqu'un chef est prêt à en assumer publiquement la responsabilité morale* »⁴³. Et il rajoute que « *dans les rangs des groupes armés, plus que d'unité, il s'agit d'union totale entre la fonction de chef et la personne qui la représente.* »⁴⁴. On fera quand même une remarque sur cette idée de la « personne ». Si l'on prend l'exemple des Groupes islamiques armés (GIA) - dont on reparlera plus longuement dans la seconde

³⁷ Aron R., *Les étapes...*, *Ibid.*, 560-561.

³⁸ Moussaoui A., 2006, *La violence en Algérie. Les lois du chaos*, Actes Sud, 166.

³⁹ Aron R., *Les étapes...*, *Op. cit.*, 556.

⁴⁰ Barnard Chester I., « La théorie de l'autorité », dans Chanlat J.F., Séguin F., 1987, *L'analyse des organisations, une anthologie sociologique*, tome 2 : *Les composantes de l'organisation*, 359-376.

⁴¹ Moussaoui A., *La violence...*, *Op. cit.*

⁴² Moussaoui A., *La violence...*, *Ibid.*, 166.

⁴³ Moussaoui A., *La violence...*, *Ibid.*, 167.

⁴⁴ Moussaoui A., *La violence...*, *Ibid.*, 166.

partie de cette étude - les émirs locaux et nationaux sont interchangeables, au sens où, à part l'exceptionnelle longévité d'Antar Zouabri (six années !), tous restent en charge seulement quelques mois. Il y a donc une grande mobilité des cadres et un nouvel émir a parfois à peine le temps de prendre ses fonctions qu'un successeur l'a déjà remplacé, lequel n'est pas forcément connu de la masse des combattants. Alors certes les GIA sont une constellation de petits groupes très autonomes les uns des autres et il faut déterminer dans quelle mesure les changements qui affectent l'*imâra* nationale influent sur les niveaux secondaires. Néanmoins ces groupes se revendiquent de la bannière « GIA » et, il semble tout de même y avoir une forme d'organisation centrale. Par rapport au propos d'Abderrahmane Moussaoui et dans cet exemple, l'on veut dire que ce n'est pas uniquement la personne elle-même qui devient chef et mobilise. Nous suggérons l'existence d'une dimension supplémentaire dans le prisme « pouvoir-autorité-charisme » qui pourrait correspondre à la « réserve de charisme » définie par Weber et reprise par Etzioni et dans laquelle puiseraient les générations suivantes de *leaders* d'une organisation⁴⁵. C'est l'idée que même si le chef doit avoir fait preuve de certaines qualités et être précédé d'une certaine réputation (faits d'armes, religiosité dans le cas algérien ici), il est également dépositaire d'une forme de « légende » qui entoure la fonction indépendamment et qui conduit la masse des combattants à lui prêter allégeance.

ORGANISATION, TERRITOIRE ET STRUCTURES SOCIALES

La question est d'abord ici de comprendre les liens qu'entretient une organisation armée avec son environnement social et territorial. Et plusieurs auteurs mettent en avant ce nécessaire ancrage dans la réussite des objectifs d'un groupe armé. Cela tient au fait que dans un cadre conflictuel, les groupes armés cherchent en permanence à rééquilibrer les rapports de force (face à une autorité centrale, à un groupe adverse, etc.), et dès lors, les réseaux sociétaux apparaissent comme un moyen de compenser l'insécurité environnante, en fournissant assistance, ressources, combattants, etc. Abdulkader Sinno, dont nous avons parlé à plusieurs reprises, évoque également cette préexistence sur laquelle viendrait se greffer, ou prendre appui, une organisation armée. Cette formation est alors facilitée parce qu'il n'y a pas dans ce cadre d'« importation » de nouveaux référentiels complètement étrangers aux règles qui prévalaient. L'organisation ainsi constituée s'insère et suit les structures de fonctionnement traditionnelles (ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura pas d'adaptation ou de réappropriation de celles-ci), risquant moins de se heurter ainsi à des résistances locales⁴⁶.

Si c'est cet angle que nous avons choisi d'aborder ici spécifiquement, on gardera à l'esprit que l'existence de structures sociales préexistantes n'est pas une constante obligatoire et que les réalités de fondation sont plurielles. Ainsi, on pense à des organisations qui peuvent être très enclaves, notamment vis-à-vis d'un environnement social instable, voire absent, et l'organisation peut alors se substituer à lui, allant même jusqu'à isoler les individus de toutes références antérieures. À ce propos, notre intérêt se porte sur les travaux menés par Olivier Fillieule sur le « désengagement militant », dont le processus sera rendu d'autant plus difficile selon « [...] l'étendue des sacrifices consentis pour entrer dans le groupe (rites d'initiation, mises à l'épreuve, hiérarchisation et cloisonnement des collectifs), la socialisation plus ou moins forte au sein du groupe, qui se traduit

⁴⁵ « Les bureaucraties : Structure et légitimation », dans Etzioni A., 1971, *Les organisations modernes*, Gembloux, Duculot. 95-107.

⁴⁶ Sinno A. H., "Armed Groups'...", *Op. cit.*

notamment par le renforcement de l'attachement émotionnel, lequel varie en fonction du degré de renonciation aux relations sociales extérieures au groupe (réseaux familiaux et amicaux), les règles enfin qui président à la défection, quelques fois rendue impossible par la dépendance matérielle ou la menace d'être pourchassé comme traître. »⁴⁷. Fillieule cite à l'appui les recherches de Rosabeth Kanter⁴⁸ sur les mécanismes d'attachement de l'individu au groupe et qui semblent à ce titre très intéressantes. À partir de l'étude de plusieurs communautés utopiques américaines, elle distingue les différents processus qui structurent et maintiennent l'attachement. Elle identifie les degrés de « sacrifice » et d'« investissement » consentis par l'individu pour rejoindre le groupe ; le développement d'une « cohésion » interne (rituels, cérémonies, développement d'un sentiment d'appartenance fort, souvent en opposant le « nous » et les « autres ») ; et les procédés de « contrôle » et d'autorégulation mis en place (pratiques de culpabilisation, de « mortification » et de négation de l'identité propre au profit de l'identité collective, etc.).

On peut également évoquer les études conduites par Paul Staniland questionnant les liens entre la structure organisationnelle d'un groupe armé et son ancrage (ou non) dans des bases sociales préexistantes. Il prend comme point de départ la littérature qui s'est intéressée aux liens entre les ressources dont dispose un groupe armé et leur influence sur la construction et la consolidation de celui-ci ou au contraire sur l'effondrement de ses cadres, de sa discipline et de la réalisation de ses objectifs politico-militaires originels. On précise que les « ressources » sont entendues ici dans une acception large et concernent autant le financement de l'organisation armée par une diaspora ou par un État étranger, que les revenus tirés d'activités criminelles, de trafics et de contrebande. Certains auteurs s'accordent pour dire que les ressources mobilisées agissent comme un puissant accélérateur dans la construction d'un groupe solide et bien organisé lui permettant de se politiser, de s'armer et de diriger entièrement ses forces vers la lutte armée. Staniland cite en exemple l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), le Mouvement de libération d'Aceh, sur l'île indonésienne de Sumatra⁴⁹, le Hezbollah⁵⁰, etc. Mais un autre pan de la littérature, au contraire, semble plutôt s'accorder sur le fait que l'afflux de ressources participe au délitement du groupe et à la dépolitisation de ses membres qui finiraient par adopter plutôt des stratégies de prédation pour accumuler toujours plus de richesses. Plusieurs auteurs appuient cette thèse comme Jeremy Weinstein⁵¹ étudiant le mouvement de Résistance nationale au Mozambique (RENAMO), Kyle Beardsley et Brian McQuinn⁵², ou encore David Keen⁵³.

⁴⁷ « Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », dans Fillieule O., Bennabi-Chraïbi M., *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 123.

⁴⁸ Kanter M. R., 1968, "Commitment and Social Organization: A Study of Commitment Mechanisms in Utopian Communities", *American Sociological Review* n°33, 499-517 ; Kanter M. R., 1972, *Commitment and Community: Communes and Utopias in Sociological Perspective*, Cambridge, Mass, Harvard University Press.

⁴⁹ Étudié notamment par : Aspinall E., 2009, *Islam and Nation: Separatist Rebellion in Aceh*, Indonesia, Stanford, Stanford University Press ; Barter S. J., mars 2008, "Resources, Religion, Rebellion: The Sources and Lessons of Acehese Separatism", *Small Wars & Insurgencies*, vol. 19, n° 1, 39-61.

⁵⁰ Norton A. R., 2007, *Hezbollah: A Short History*, Princeton, Princeton University Press.

⁵¹ Weinstein J., 2007, *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, Cambridge, Cambridge University Press.

⁵² Beardsley K., McQuinn B., août 2009, "Rebel Groups as Predatory Organizations: The Political Effects of the 2004 Tsunami in Indonesia and Sri Lanka", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 4, 645. Staniland conseille également : Collier P., Hoeffler A., octobre 2004, "Greed and Grievance in Civil War", *Oxford Economic Papers*, vol. 56, n° 4, 563-595.

⁵³ Keen D., 1998, *The Economic Functions of Violence in Civil Wars*, Oxford, Oxford University Press.

Considérant qu'aucun consensus satisfaisant n'a émergé de ce débat, et s'appuyant sur les groupes armés actifs au Cachemire entre 1988 et 2003⁵⁴, Staniland propose alors d'inclure un troisième paramètre à cette dualité « ressources-évolution du groupe armé » et intègre la question des structures sociales préexistantes sur lesquelles se seraient formés (ou non) les groupes armés. Il défend la thèse selon laquelle lorsqu'un groupe armé est bien intégré et construit sur des bases sociales stables et préstructurées, il peut d'une part se constituer plus rapidement - notamment dans un contexte de conflit où la réactivité est un paramètre essentiel - et dispose de moyens plus probants pour assurer son organisation et sa cohésion.

Un groupe intégré - dans des structures locales - bénéficierait de meilleurs mécanismes de coordination, de discipline et d'intégration des nouveaux combattants et serait moins soumis aux dissensions internes. Et concernant l'usage des ressources, lorsqu'elles affluent, ce sont les cadres sociaux antérieurs qui « absorbent » en partie ces flux et permettent de ne pas détourner les combattants de leur lutte première : “[...] *they flow along robust lines of both social and organizational loyalty and monitoring, thus disciplining and mitigating the lures of material gain*”⁵⁵. Au contraire, selon Staniland, un groupe fragmenté risquera plus d'être « perverti » par l'apport de ressources extérieures et son délitement organisationnel, politique et militaire va en fait refléter la fragilité des structures locales sur lesquelles il s'est plus ou moins construit.

À l'appui de cette thèse, Staniland compare ainsi les trajectoires du Front de libération du Jammu-et-Kashmir (JKLF) et du Hizbul Mujahideen (Hizb), tous deux soutenus dans leur lutte par le Pakistan. Il constate que même avec cette aide militaire, le JKLF, qui bénéficie en plus d'un très fort soutien populaire, n'a jamais réussi à mettre en place une structure organisationnelle efficace ; alors que le Hizb, pourtant beaucoup moins mobilisateur, a largement su profiter des dotations pakistanaises pour élaborer une organisation plutôt stable et cohérente. Cela tient, selon lui, à plusieurs facteurs issus de cette fameuse base sociale originelle, trop faible dans le cadre du JKLF. Il semble d'abord y avoir une fracture et une carence de communication (et de culture) entre les cadres de l'organisation urbanisés et des combattants issus de factions locales venues des petites villes ou des espaces ruraux. À cela s'ajoute le fait que ces petites structures agrégées les unes aux autres n'ont pas forcément beaucoup plus en commun qu'une certaine convergence dans la lutte armée. Ensuite, le fait que le groupe ne dispose pas d'un vivier de recrutement socialement homogène le conduit à intégrer dans ses rangs de multiples profils de combattants dont l'hétérogénéité n'est pas suffisamment compensée par la formation politique et militaire reçue à l'entrée dans le groupe.

Le Hizb semble structuré d'une tout autre manière. Créé en 1989, le groupe armé s'est organisé autour d'un noyau et sur un réseau tissé au fil du temps par le Jamaat-e-Islami (JI), mobilisation non violente à l'origine, fondée en 1940, et qui semble articuler dans un même système tradition religieuse, économie locale, réseau d'écoles et interactions entre ses membres (mariages, rencontres, etc.). C'est sur cette base que le Hizb va prendre appui : “*The Jamaat-e-Islami was not an*

⁵⁴ Paul Staniland compare six groupes principaux qui ont tous reçu un soutien matériel du Pakistan à l'articulation des années 1980 et 1990 : Jammu and Kashmir Liberation Front (JKLF), Hizbul Mujahideen (Hizb), the Muslim Janbaz Force, Ilkhwan-ul Muslimeen, al-Umar Mujahideen, Al Jihad. Le JKLF et le Hizb attirent plus particulièrement son attention comme étant les deux organisations les plus représentatives, Staniland P., 2012, “Organizing Insurgency, Networks, Resources, and Rebellion in South Asia”, *International Security*, vol. 37, n° 1, 142-177.

⁵⁵ Staniland P., “Organizing Insurgency...”, *Ibid.*, 153.

*original sponsor of this group, but the Hizb's founders included several JI members and affiliates [...]*⁵⁶. Et c'est de cette structure que l'organisation tire son efficacité opérationnelle selon Staniland.

Cette idée d' « ancrage social » nous semble étroitement liée à la question de la maîtrise (ou non) et de l'usage que font les groupes armés de leur environnement. Le territoire suggère plusieurs axes de recherche, comme la question des relations avec les populations locales - susceptibles d'apporter ou non leur contribution à la lutte armée - ; le recrutement de combattants potentiels ; l'acheminement et la sécurisation des hommes et du matériel ; la mobilisation de certaines ressources et l'établissement d'une économie de guerre (contrebande, trafics, etc.).

Abdulkader Sinno considère la maîtrise d'un espace sanctuarisé (*safe haven*) comme un paramètre essentiel de la stratégie d'un groupe armé. Et il insiste sur l'importance que ce refuge soit situé sur le territoire contesté, par un ou plusieurs groupes armés, entre eux ou dans leur lutte face à une autorité politique officielle, et non pas en dehors de celui-ci, jugeant qu'une telle extra-territorialisation aurait des effets néfastes à long terme sur la poursuite des objectifs du groupe (difficulté de concilier sa présence avec celles d'autres autorités sur un territoire étranger, instrumentalisation et détournement des buts originels du groupe, etc.). Selon les différentes formes organisationnelles évoquées plus haut, la structure qui, selon Sinno, est la plus dépendante de ce sanctuaire est sans conteste l'organisation centralisée parce qu'elle est intrinsèquement fondée sur la communication entre direction et niveaux opérationnels, laquelle est rendue extrêmement difficile par l'absence de territoire sûr pour établir et assurer cette coordination. Ainsi, le groupe devient très vulnérable et ne peut réellement fonctionner et poursuivre ses objectifs. Au contraire, les organisations non centralisées (décentralisée, réticulaire, multiple et clientéliste) ont tendance à mieux résister en l'absence de sanctuaire, leurs rangs sont plus autonomes et réactifs, l'information n'est pas moins nécessaire, mais elle n'a pas besoin d'être acheminée depuis le haut de l'organisation. Sinno suggère également que ce type de formations est plus sensible aux configurations locales, on revient donc à cette idée première d' « ancrage » social : “[...] *an advantage to non-centralized organizations enmeshed in intricate social structures*”⁵⁷.

Ces quelques éléments ainsi identifiés, intéressons-nous à présent à un cas d'étude précis avec la guerre civile algérienne.

⁵⁶ Staniland P., “Organizing Insurgency...”, *Ibid.*, 166.

⁵⁷ Sinno A. H., “Armed Groups’...”, *Op. cit.*, 319.

■ PROCESSUS DE STRUCTURATION ORGANISATIONNELLE : LES GROUPES ARMES ALGERIENS (1992-1998)

MIA, AIS, GIA : QUELQUES ELEMENTS DE PRESENTATION

Avant d'en venir à des éléments de formes organisationnelles, présentons brièvement les trois groupes que l'on a essentiellement choisi d'évoquer. C'est-à-dire qu'avant d'aborder leur organisation, il convient de relater leur origine et leur constitution.

Durant les premières années du conflit algérien (1991-1993), le Mouvement islamique armé (MIA) va être le centre d'attraction des candidats à la violence armée et on va retrouver dans ses rangs bon nombre de combattants des futurs AIS et GIA. C'est l'un des rares groupes qui trouve son origine avant le déclenchement de la guerre civile. Il est créé par Moustapha Bouyali, resté dans la mémoire algérienne comme le premier de l'opposition islamiste à avoir fait le choix des armes pour s'opposer au régime. Ancien moudjahid et militant du FLN, puis employé de la Société nationale d'électricité (SONELEC), Bouyali fonde le Mouvement islamique algérien en 1979, rebaptisé en 1980 Mouvement islamique armé (MIA). Cela semble être le résultat d'une fondation longue et minutieuse puisque le groupe met trois ans avant de passer à l'acte. Selon Moussaoui, l'objectif est d'instaurer un État islamique d'abord en Algérie, puis un État transfrontalier avec La Mecque comme capitale⁵⁸, et dans ce cadre, le MIA est conçu comme devant succéder à la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN)⁵⁹. Au cours des années 1980, le MIA mène plusieurs actions d'envergure qui lui permettent d'acquérir des armes et de l'argent⁶⁰, cette autonomie matérielle sera alors bien utile lors de la résurrection du groupe à la charnière entre les années 1980 et 1990. En effet, en évitant de mener les braquages et les attaques de caserne auxquels sont contraints les autres groupes pour s'approvisionner, le MIA échappera à la répression contre-insurrectionnelle des forces de sécurité et poursuivra son organisation.

L'existence de ce « premier MIA » s'achève en 1987 avec la mort de Bouyali, tué après une altercation avec des gendarmes dans la banlieue d'Alger, le reste du groupe est démantelé et les derniers bouyalistes emprisonnés. Mais suite aux émeutes d'Octobre 1988, le gouvernement d'Alger et le président Chadli Bendjedid, voulant donner des gages à l'opposition, accordent en 1989 une grâce présidentielle à un groupe d'opposants politiques. Parmi ces amnistiés se trouve une quinzaine de ces bouyalistes dont des figures essentielles de l'islamisme algérien de la décennie suivante comme Ali Benhadj (*leader* du FIS), Mansouri Meliani (membre du noyau fondateur du GIA), ou encore Abdelkader Chebouti. Certains auteurs comme Moussaoui remarquent, dès la libération des quinze, une recrudescence de la violence analysée comme une réaction de rejet face à la participation du FIS aux élections, d'où la formation d'une multitude de groupuscules⁶¹ - dont on a

⁵⁸ Moussaoui A., *La violence...*, *Op. cit.*, 145.

⁵⁹ Belhimer A., « Les groupes armés... », *Op. cit.*, 86.

⁶⁰ Vol de 160 kilos d'explosifs en 1982, attaque d'une caserne de police en 1987 pour y dérober des armes et des munitions.

⁶¹ « La plupart de ces groupes naquirent à partir de 1990, c'est-à-dire, paradoxalement, au moment même où la situation politique est nettement en faveur de la mouvance islamiste. Le FIS vient de remporter une victoire spectaculaire aux dernières élections communales de juin 1990. C'est précisément cette raison-là qui

déjà parlé. Ce sont donc en partie les ex-bouyalistes qui vont réactiver la lutte armée. Et c'est autour de Chebouti - dont on sait peu de choses - que le MIA va se reconstituer, jusqu'à sa mort en 1992 dans des circonstances obscures. Dans la littérature que l'on a pu consulter jusqu'ici, ce second MIA est parfois présenté comme une « excroissance » du FIS ou le noyau originel de la future Armée islamique du Salut (AIS), par exemple par Ammar Belhimer⁶² qui dit que Chebouti gère la partie militaire du front alors que les dirigeants du FIS en exil à l'étranger en sont les concepteurs politiques. Luis Martinez semble quant à lui mieux dissocier les deux organisations, il en souligne néanmoins les liens et les accointances, notamment en ce qui concerne la stratégie sur le terrain (dénonciation de l'attitude de prédation et des exactions du GIA, action strictement militaire) et les références communes (le modèle partagé de l'ALN). On gardera donc à l'esprit qu'il y a des liens étroits entre les deux groupes, Chebouti n'a jamais pris part au FIS et reste très sceptique quant à sa participation au jeu électoral, néanmoins il conserve à son égard une certaine sympathie. Et bien qu'il semble avoir senti assez tôt que la situation allait dégénérer, suite à des discussions avec les dirigeants du front, il accepte de se tenir en retrait et de laisser les événements évoluer⁶³.

L'Armée islamique du salut (AIS) quant à elle se veut directement le « bras armé du FIS » et est officiellement créée en 1994. En réalité, sa gestation semble bien antérieure, mais a mis du temps à aboutir du fait des fortes dissensions qui parcourent le front. En effet lorsque la guerre civile éclate, le FIS se trouve immobilisé par les différents courants qui le composent et peine à s'accorder sur la manière de réagir face à sa dissolution en 1992. Une partie refuse l'usage de la violence et cherche à maintenir le front dans la voie strictement politique ; tandis que, face à l'interruption du processus électoral et en l'absence d'un biais légaliste, un autre pan encourage à prendre les armes. L'enjeu étant, pour un camp comme pour l'autre, de ne pas perdre la puissante assise dans l'opinion publique - ne pas « dilapider le capital électoral » selon l'expression de Luis Martinez -, acquise au cours des dernières années de militantisme.

Enfin, le Groupement islamique armé (GIA)⁶⁴ nous apparaît pour le moment comme le « groupe » - l'entité - le plus complexe et semble plus s'apparenter à une « nébuleuse dans la nébuleuse ». On a tendance à le comparer à un réseau tel que le définit Serena⁶⁵ lorsqu'il évoque des structures hybrides avec une partie réticulaire et une partie centralisée. Le GIA pourrait correspondre à cette typologie puisqu'il est à la fois constitué d'une *imâra* nationale avec des émirs de zones et un émir national, et assis sur une base formée de multiples petits groupes et cellules complètement autonomes les uns des autres. Dans un de ses articles notamment, Luis Martinez distingue d'ailleurs bien « le GIA » et « les GIA »⁶⁶. Bien que l'on n'ait pas de certitudes concernant la création du GIA, il semble que le groupe trouve son origine autour de Mansouri Meliani, l'un des quinze bouyalistes amnistiés. Au tout début des années 1990, un groupe d' « Afghans », à la recherche d'un *leader*,

expliquerait, en partie, la tournure que prend la situation. Le FIS est accusé de vouloir partager le pouvoir, au lieu de le changer. Les divergences stratégiques des différents groupes vont être réactivées par les leaders du MIA, récemment libérés. Se produit alors l'explosion d'une multitude de groupuscules que ne semblent relier que leur foi et leur méthode d'organisation. », (Moussaoui, 2006 : 1326).

⁶² Belhimer A., « Les groupes armés... », *Op. cit.*

⁶³ Luis Martinez et Séverine Labat s'accordent sur cette question. Labat S., *Les islamistes...*, *Op. cit.* et Martinez L., *La guerre civile...*, *Op. cit.*

⁶⁴ Que l'on trouve également évoqué comme les GIA (Groupes islamiques armés).

⁶⁵ Voir la première partie de cette étude.

⁶⁶ Martinez L., août 1995, « Les groupes islamistes entre guérilla et négoce : Vers une consolidation du régime algérien ? », *Les Etudes du CERI*, n° 3.

contacte Chebouti et Meliani pour prendre la tête de leur groupe. On l'a vu, Chebouti attend les résultats électoraux et décline l'offre, Meliani, qui supporte mal l'autorité de Chebouti, accepte. Le noyau originel du GIA apparaît et les premiers communiqués du groupe datent de 1992-1993⁶⁷. Son premier « coup d'éclat » semble être une attaque au poste-frontière de Guemmar, sur la frontière tunisienne, menée par un certain Taieb Al-Afghani juste avant le premier tour des législatives de décembre 1991⁶⁸, ce qui gênera d'ailleurs beaucoup le FIS qui tient à assurer sa respectabilité et ne peut se permettre, dans la situation instable qui est la sienne, de se retrouver associé à une telle action.

Au milieu des années 1990, c'est la binarité GIA-AIS qui va polariser l'attention. On va s'intéresser maintenant à quelques éléments de leur structuration sur cette période.

PROCESSUS DE STRUCTURATION : L'EMULATION GIA-AIS

Dès les premiers mois du conflit, les forces en présence ont conscience de la nécessité de s'organiser dans la lutte armée, d'autant plus que les groupes font face à un État qui va, au cours des premières années lui-même se reconfigurer⁶⁹. Ce que l'on peut dire ici, c'est qu'en ce qui concerne le « MIA-AIS » et le GIA, il semble qu'il y ait une structuration en parallèle de ces deux entités qui vont polariser la lutte armée, et que l'AIS, à partir du moment où elle voit le GIA prendre de plus en plus d'ampleur, s'active pour elle-même unifier ses rangs.

Durant les premiers mois, il y a d'abord plusieurs tentatives pour unifier les groupes armés autour d'Abdelkader Chebouti, dont le charisme tend à l'imposer aux yeux des combattants. Ainsi plusieurs réunions se tiennent dans la région de Zbarbar, autour de Bouira, au sud-est d'Alger. Cette région semble être le refuge de plusieurs « Afghans » à tel point qu'elle est parfois surnommée « Zbarbaristan »⁷⁰. Séverine Labat évoque plusieurs tentatives (juillet 1991, août 1991) avortées du fait des rivalités internes qui parcourent les différents groupes, Mansouri Meliani notamment ne peut se résoudre à accepter le commandement de Chebouti, avec lequel il est en rivalité.

Une nouvelle tentative d'accord a lieu en avril 1992 à Zbarbar, toujours sous le patronage de Chebouti. Aux côtés de Meliani et d'autres responsables de groupes armés, plusieurs personnalités importantes sont présentes, comme Moh Leveille, l'un des premiers émirs du GIA, succédant à Meliani à sa mort ; Hocine Abderrahim⁷¹, ancien chef de cabinet d'Abassi Madani puis lieutenant de

⁶⁷ La date du premier communiqué reste inconnue, le second est précisément daté du 14 janvier 1993 et signé par Abdelhak Layada (Abou Adlène), émir national du GIA d'octobre 1992 à juin 1993.

⁶⁸ L'attaque aurait été menée le 28 novembre 1991, jour anniversaire de la mort d'Abdallah Azzam (voir à ce propos la note de bas de page n° 9 de cette étude), Labat S., *Les islamistes...*, *Op. cit.*

⁶⁹ En 1993-1994, le régime algérien exsangue bénéficie d'un rééchelonnement de sa dette et signe avec le FMI un Plan d'ajustement structurel (PAS) prévoyant, entre autres dispositions, la libéralisation de l'économie, la privatisation d'entreprises publiques, la dévaluation du dinar, etc. Cette série de mesures, associée à la rente tirée des ressources pétrolières (secteur peu impacté par la guerre civile et les exactions de la guérilla), permet à l'État de se réorganiser et de mettre sur pied sa politique contre-insurrectionnelle.

⁷⁰ Labat S., *Les islamistes...*, *Op. cit.*

⁷¹ Hocine Abderrahim est né en 1948 à Casablanca. Il a rejoint le groupe de Bouyali dans les années 1980, il est arrêté en 1986, puis libéré en 1989 où il rejoint le FIS, puis le MIA après l'interruption du processus électoral. C'est lui qui a coordonné l'attentat de l'aéroport Houari Boumediene (voir le paragraphe suivant) pour lequel il sera rapidement arrêté, condamné à mort et exécuté en 1993.

Chebouti ; ou Saïd Makhloufi, fondateur du Mouvement pour l'État islamique (MEI)⁷². Ce dernier, ancien officier de l'Armée nationale populaire (ANP) radié en 1987, rédacteur en chef de l'organe de presse du FIS *Al-Munqâdh*⁷³ a appelé très tôt à la radicalisation du mouvement. Selon Moussaoui, c'est lui qui est à l'origine de l'appel à la « désobéissance civile » lancé par Madani et Benhadj en 1991⁷⁴. Il va avoir une forte influence idéologique sur la stratégie du GIA qui va reprendre à son compte son intransigeance, notamment dans le fait de classer l'ensemble de la société entre partisans du djihad et ennemis de l'islam, n'hésitant pas à diriger l'action armée et la terreur envers les civils, même musulmans. Cette réunion aboutit à la création d'un bureau exécutif national et désigne Abdelkader Chebouti comme *liwa* (général). Une cellule dans le centre du pays semble également organisée, sous la direction d'Hocine Abderrahim pour essayer de mieux structurer les relations entre les différentes entités existantes. Mais ce début de cohésion ne tient pas, notamment parce que Mansouri Meliani n'arrive pas à accepter l'autorité de Chebouti.

La quatrième tentative d'unification a lieu à Tamesguida (au sud d'Alger, près de Médéa), dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 1992. Au moins deux éléments rendent l'issue de la réunion plus favorable à l'unification. L'arrestation de Meliani (qui a eu lieu entre-temps) va d'abord permettre d'atténuer les rivalités internes et, surtout, la rencontre se tient juste après l'attentat de l'aéroport Houari Boumediene, à la fin du mois d'août 1992, qui fait neuf morts et une centaine de blessés. *A priori*, Chebouti n'avait pas eu vent de ce projet, pourtant coordonné par l'un de ses lieutenants Hocine Abderrahim, et condamne les attaques à l'encontre de civils. Cet événement met un peu plus en évidence les divergences de stratégie qui parcourent les partisans de la lutte armée. Et la direction du FIS, longtemps hésitante et peinant à se positionner, prend désormais le parti d'entrer véritablement dans la lutte armée, de se structurer en ce sens et de se doter d'une véritable stratégie. Ainsi en janvier 1993, Abderazaq Rajjam appelle dans un communiqué à prendre les armes, et Rabah Kebir contresigne la *fatwa* d'Ali Benhadj dans laquelle il affirme que s'il n'était pas emprisonné, il se rallierait à Abdelkader Chebouti. « *La mouvance islamiste clandestine a désormais deux expressions : une aile politique, qui entend préserver la « réputation du parti », et une aile militaire, représentée par les groupes armés.* »⁷⁵.

Un événement va accélérer encore la structuration militaire du FIS et déboucher sur la création officielle de l'Armée islamique du salut (AIS). En mai 1994, le GIA cherche lui aussi à se rallier les différents groupes armés et tient une réunion dans les monts de Larbaâ, au sud-ouest d'Alger. Plusieurs groupes et représentants de mouvances sont présents, notamment Saïd Makhloufi et le MEI, les djazaristes Mohamed Saïd et Abderazaq Rajjam disent représenter le FIS, ou encore les chefs du Front islamique du djihad en Algérie⁷⁶ (FIDA). Lors de ce Congrès de l'unité, tous choisissent de se

⁷² Le Mouvement pour l'État islamique (MEI) de Makhloufi reste un groupe armé assez mystérieux et les littératures divergent à son sujet. Certains auteurs, comme Luis Martinez, considèrent que le MEI est né d'une scission avec le MIA, Makhloufi n'étant pas d'accord avec Chebouti sur la stratégie à adopter. D'autres auteurs, comme François Burgat ou Séverine Labat, ont tendance à associer étroitement, voire à confondre, le MIA et le MEI.

⁷³ « Le sauveur », journal bimensuel en arabe.

⁷⁴ En 1991, Makhloufi a notamment rédigé un opuscule en vingt-deux points intitulé *La désobéissance civile. Les fondements et les buts, les voies et les moyens*.

⁷⁵ Labat S., *Les islamistes...*, *Op. cit.*, 233.

⁷⁶ Selon Luis Martinez, le groupe est dirigé par un physicien, un certain Mohamed Brahimi (dit « Moh Lunettes ») et s'est illustré notamment par des assassinats d'intellectuels autour de 1992-1993, Martinez L., *La guerre civile...*, *Op. cit.*

ranger sous la bannière du GIA et prêtent allégeance à son émir national, Cherif Gousmi, mais avec plus ou moins d'hésitations et avec des objectifs qui leur sont propres. Ainsi, bien que l'intransigeance de Makhloufi corresponde bien à la devise du GIA⁷⁷, Moussaoui souligne que son adhésion n'est pas absolue et qu'il garde une certaine distance vis-à-vis du groupe. Quant au ralliement des djazaristes, il apparaît extrêmement surprenant, d'autant plus si l'on considère qu'en novembre 1993, le GIA a publié un communiqué accusant les djazaristes (et notamment Rajjam et Saïd) de collaborer avec les forces du gouvernement et les menaçant de mort⁷⁸. Selon Séverine Labat, cette alliance « contre nature » tient au fait que n'ayant pu imposer leurs vues au sein de l'organe politique du FIS à l'étranger⁷⁹, ils cherchent par là à capitaliser sur l'aura du GIA et à bénéficier d'une assise politique si jamais des négociations avec le pouvoir aboutissaient. Mais cette affiliation est de courte durée, l'année suivante Mohamed Saïd est assassiné, *a priori* par le GIA, et Abderazaq Rajjam rallie l'AIS.

Pourtant brièvement émir (de mars à juillet 1994), c'est Cherif Gousmi, un « Afghan » de 26 ans, qui « réussit à donner au GIA une ossature et des principes d'organisation »⁸⁰, lesquels sont définis dans son opuscule *Les règles fondamentales de la réussite du GIA*. Particulièrement, c'est à lui - et à l'occasion de cette réunion de mai 1994 - que l'on doit l'instauration du cérémonial d'allégeance (*bay'a*) que prêteront désormais tous les combattants lors de l'intronisation d'un nouvel émir. Durant cette investiture, l'émir désigné affirme devant les membres réunis « [...] son désintéressement quant à la charge en insistant sur sa disposition à la céder à plus qualifié que lui, si les « frères » venaient à le lui demander. [...] Cette investiture solennelle sert désormais de référence dans le protocole de la *bay'a*. Depuis, sans ce rituel, aucun émir ne prétend le demeurer aux yeux des membres des GIA. »⁸¹.

À la suite de ce congrès de mai 1994, le GIA officialise l'unification par un *Communiqué de l'union et du djihad et du respect du Livre et de la Sunna*. Dans les rangs du FIS, ce texte ne « passe pas » et semble déstabiliser profondément certains dirigeants ; si l'unité des différents groupes est également l'un des objectifs poursuivis par le front et n'est pas remise en cause, en revanche la méthode du GIA qui rassemble sous sa bannière les différents groupes alors même que nombre de leurs chefs ne sont pas présents et n'ont pas été consultés est jugée inacceptable. D'une part, l'initiative de Rajjam et Saïd est vécue comme une trahison et d'autre part, le FIS, qui a galvanisé les foules avant son interdiction, ne peut accepter de se retrouver sous le patronage du GIA, comme un simple affilié. Dès lors, les *leaders* du FIS qui n'ont pas fui à l'étranger et qui tentaient de mettre en place un semblant de structure à l'échelle nationale, accélèrent leur organisation. Ainsi en juin 1994, le djazariste Ahmed Benaïcha, élu député de Chlef pour le FIS en 1991, annonce la création d'une commission militaire de l'ouest. Suivant les structures du front avant l'interruption électorale, il dirige cette commission avec le maire de Chlef depuis 1990, Mohammed Chennouf. Peu de temps après, Madani Mezrag fait la même chose pour l'est en annonçant la création d'une seconde commission militaire. Le 18 juillet 1994, un communiqué commun aux deux hommes entérine la

⁷⁷ « Pas de réconciliation, pas de trêve, pas de pacte de *dhimma*, pas de pardon et pas de modération vis-à-vis de ces dirigeants apostats ». Le « pacte de *dhimma* » renvoie aux règles qui régissent la vie des populations chrétiennes vivant en terre d'islam. Cette devise est attribuée à Qari Saïd.

⁷⁸ Belhimer A., « Les groupes armés... », *Op. cit.*

⁷⁹ Les djazaristes ont beau être la deuxième force politique du FIS, ils n'en restent pas moins minoritaires.

⁸⁰ Moussaoui A., *La violence...*, *Op. cit.*, 163.

⁸¹ Moussaoui A., *La violence...*, *Ibid.*, 165.

formation de l'Armée islamique du salut (AIS) et dénonce l'unité annoncée par le Communiqué de l'union du GIA. Et en mars 1995, Mezrag devient émir national de l'AIS.

L'unification des différents groupes affiliés au FIS dans le centre du pays semble plus difficile, mais deux entités se détachent, une première *katiba* dirigée par un certain Hocine Abdellatif (la « Compagnie du serment ») et une seconde menée par Djamel Zibuni (la « Compagnie de la mort »). Néanmoins, un article d'*Al-Wasat* traduit et annoté par François Burgat⁸², dit qu'en 1995, si le ralliement de ces groupes à Mezrag n'est pas officiel, il existe en revanche entre eux une réelle « coordination ».

Concernant la structuration du GIA sur la même période, à partir des éléments donnés par Ammar Belhimer, on a extrait un organigramme « théorique » de la direction du GIA vers 1994-1995 que nous insérons ci-dessous.

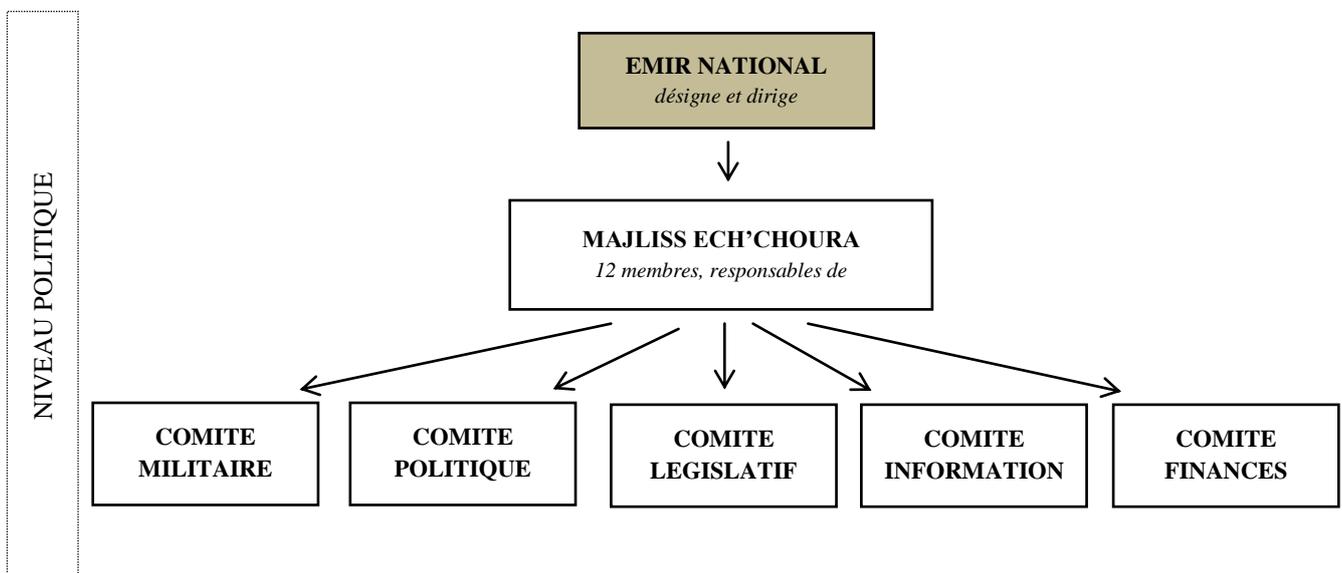


Schéma 1 : Organigramme théorique du GIA⁸³.

On traite ici du noyau dur du GIA, et en l'état actuel de notre recherche, il nous est impossible de savoir dans quelle mesure les décisions prises à ce niveau affectent les cellules qui forment la base du GIA, lesquelles on l'a vu sont très autonomes. Il nous est également impossible de vérifier pour l'instant avec certitude si cette structuration est effectivement mise en œuvre. Néanmoins, lorsque

⁸²Al-Wasat, 22 mai 1995, « Le *jamaa* algérien : le *leadership* secret et la carte des divisions », *Al-Wasat* n° 173, article traduit et annoté par : Burgat F., juillet-septembre 1995, « Algérie : l'AIS et le GIA, itinéraires de constitution et relations », *Maghreb-Machrek* n° 149, 105-113, 113.

⁸³ Schéma établi à partir des éléments de l'article : Belhimer A., « Les groupes armés... », *Op. cit.*

l'on recoupe ces éléments avec l'article d'*Al-Wasat*⁸⁴ dont on vient de parler, on trouve des correspondances intéressantes. Selon ces données datées de mai 1995, l'émir national Djamel Zitouni⁸⁵ est épaulé par deux adjoints dont l'un est effectivement chargé de la commission militaire. On retrouve également bien la présence des commissions politique et de l'information (respectivement dirigées par Mohamed Saïd et Abderazaq Rajjam dont on a déjà parlé) et de la commission juridique (dirigée par un certain Abdelkrîm). Il semble qu'il y ait donc une structuration réelle et les éléments que l'on signale ici semblent se vérifier.

Il faut maintenant compléter cette structuration « politique » en s'intéressant à la manière dont celle-ci est complétée sur le terrain, à l'échelle du territoire.

LE TERRITOIRE, VIVIER DE RECRUTEMENT, MAQUIS ET ZONES LIBEREES

La question de l'occupation territoriale par les groupes armés algériens prend ici deux angles. Le premier est un aspect « corollaire » et considère que l'environnement se fait d'abord pourvoyeur de combattants, tous les *mudjâhidîn* prenant part à ce conflit sont des nationaux - même s'il y a peut-être eu un enrôlement d'éléments étrangers vers la fin des années 1990, sous l'impulsion de l'émir du GSPC Nabil Sahraoui⁸⁶. Dans un second temps, c'est l'occupation territoriale à proprement parler qui va nous intéresser, car bien que nos informations soient encore parcellaires à ce stade, on peut tout de même évoquer quelques éléments intéressants.

Concernant le premier point sur les viviers de combattants qui vont alimenter la lutte armée. Il est d'abord intéressant de noter qu'il existe plusieurs sources de recrutement, parfois même bien distinctes selon les groupes. Cela met à jour la pluralité des stratégies à l'œuvre derrière les structures, voire même les différentes temporalités dans lesquelles elles s'inscrivent.

Comme l'explique Luis Martinez⁸⁷, le MIA et l' AIS ont une perception spécifiquement militaire de la lutte armée et prennent comme modèle de référence l'Armée de libération nationale (ALN). Ils établissent donc leur stratégie de recrutement en ce sens, recherchant des combattants aguerris et professionnels. Ainsi, en 1991-1992, le MIA d'Abdelkader Chebouti attire de nombreux candidats à la lutte, mais les processus de sélection mis en place sont longs et rigoureux (recrutement graduel, enquête menée dans l'entourage, etc.). Si ce type de processus vise à sélectionner les éléments les plus fiables et à se prémunir d'éventuelles infiltrations des forces gouvernementales, il a également pour conséquence de démobiliser des candidats pressés de prendre les armes et conduit au dépérissement du groupe vers 1993-1994. Le MIA souffre typiquement de sa difficulté à maintenir l'équilibre « *overt-covert* » abordé par Chad Serena lorsqu'il évoque les éléments essentiels à la survie d'un réseau secret⁸⁸. Par sa tendance à trop vouloir se protéger, le groupe finit par manquer d'ouverture et ne peut assurer la survie de son organisation.

Les nombreux candidats au djihad déboutés par le groupe de Chebouti vont alors se rabattre sur les bandes armées urbaines qui se rattachent au GIA et accueillent massivement les jeunes combattants

⁸⁴ Al-Wasat, « Le *jamaa* algérien... », A., « Les groupes armés... », *Op. cit.*, 113.

⁸⁵ *A priori* émir national du GIA jusqu'à son assassinat (par le GIA ?) en juillet 1996.

⁸⁶ Moussaoui A., *La violence...*, *Op. cit.*

⁸⁷ Martinez L., *La guerre civile...*, *Op. cit.*

⁸⁸ Nous en parlons dans la première partie de cette étude.

qui se pressent dans ses rangs. Avant d'avoir une quelconque action militaire et des objectifs politiques clairs, ces petits groupes mènent des activités criminelles (racket à l'encontre des commerçants, de la population, etc.). Luis Martinez fait d'ailleurs bien la distinction entre ces bandes, actives dans le grand Alger, et le GIA lui-même qui selon lui, au fur et à mesure que la guerre civile avance, va accumuler des ressources, renforcer ses structures opérationnelles et améliorer le recrutement de ses combattants. « *Alors que jusqu'en 1993, sous les coups de la répression, le GIA puisait une partie de ses ressources en hommes dans le vivier des agglomérations de la Mitidja, des transformations liées à une plus grande professionnalisation de son organisation élargissent sa base sociale et régionale pour rapprocher ses maquisards de ceux de l'AIS.* »⁸⁹.

Le cas du vivier de recrutement de l'AIS est justement très intéressant. En effet, nous avons vu que l'organisation se constitue, en tant que telle, plus tardivement et est officialisée en 1994, elle s'inscrit donc dans une réalité temporelle différente. La masse des candidats qui s'était spontanément portée volontaire pour prendre les armes vers 1992-1993, est déjà enrôlée dans d'autres organisations et il faut donc trouver d'autres biais de recrutement. Parmi les militaires déserteurs de l'Armée nationale populaire (ANP) d'abord, Luis Martinez évoque ainsi l'existence d'un Conseil du front islamique et du djihad armé (CFIDA), une entité qui semble sous tutelle de l'AIS et dont l'objectif est notamment de recruter parmi les militaires de l'armée régulière⁹⁰. Mais surtout, en tant que « bras armé » du FIS, c'est sur cette base électorale du front dissout que l'AIS va alors s'appuyer notamment en bénéficiant, à partir de 1993, des premières libérations des cadres et militants du parti qui avaient été emprisonnés lors de la suspension du processus électoral en 1991, dans des camps du sud de l'Algérie⁹¹. Le rôle de la prison est, à ce titre, souligné par l'ensemble des auteurs que l'on a consulté, à la fois dans les processus de radicalisation vers la voie armée chez les militants islamistes, mais également dans la formation de ceux qui seront les futurs cadres de ces groupes⁹².

En ce qui concerne la manière dont les organisations armées algériennes s'approprient le territoire qui les environne. Un premier élément apparaît clair : on ne peut pas dire que les groupes disposent d'un espace sanctuarisé tel que le définit Abdulkader Sinno. Les différentes organisations sont présentes, mais à des degrés divers, sur tout le territoire algérien et essentiellement dans les régions et les villes du nord du pays. Ainsi lorsqu'il s'agit de figurer cette présence islamiste, Séverine Labat établit une carte en considérant plutôt la représentation des groupes sous forme de diagrammes circulaires selon les zones concernées⁹³, et elle remarque que cette géographie correspond à la

⁸⁹ Martinez L., « Les groupes islamistes... », *Op. cit.*, 14.

⁹⁰ Martinez L., *La guerre civile...*, *Op. cit.*

⁹¹ Luis Martinez parle de 7 000 à 20 000 emprisonnements en 1991, Ammar Belhimer évoque quant à lui 17 000 détenus politiques. Martinez L., *La guerre civile...*, *Ibid.*, p. 308, et Belhimer A., « Les groupes armés... », *Op. cit.*

⁹² « Véritable « école des cadres » de la lutte armée, les camps d'internement vont constituer le lieu privilégié de la radicalisation de la base islamiste et accentuer de ce fait les antagonismes entre les tenants de la ligne politique prônée jadis par le FIS et les partisans de l'affrontement armé à outrance. [...] Lieux de recrutement, les camps d'internement vont offrir aux militants du FIS – partisans ou non de l'action violente – l'occasion d'affermir leurs convictions (le discours islamiste va venir donner un sens à leur enfermement : « si vous êtes ici, c'est que le régime est contre l'islam »). Les militants libérés serviront ultérieurement de noyaux aux groupes armés les plus structurés. [...] Les camps de Reggane et Ouargla, dont les allées furent toutes baptisées des noms des leaders islamistes les plus populaires, resteront dans les mémoires comme les espaces privilégiés de la gestation de l'islamisme armé. La plupart des militants internés puis libérés feront l'objet d'une arrestation ultérieure ou se retrouveront à la tête des principales djamaate violentes. », Labat S., *Les islamistes...*, *Op. cit.*, 251-252.

⁹³ Cette carte est reproduite dans cette note en annexes (Annexe n° 3).

géographie de l'implantation du FIS selon les résultats électoraux de 1990 et 1991. Par exemple, selon cette carte, on observe que dans le nord du pays, une bande allant de la Kabylie au massif de l'Aurès semble mieux résister à l'implantation armée, comme elle résistait déjà au FIS durant les élections.

S'il n'y a pas de territoire entièrement sous contrôle des groupes armés, leur présence est néanmoins avérée et se fait de différentes façons et en différents lieux. Ainsi l'espace le plus symbolique dans lequel ils sont présents est sans doute les anciens maquis du FLN qui servirent durant la guerre d'indépendance, situés dans les montagnes et les forêts entourant les grandes villes algériennes. L'environnement urbain est également très utilisé, notamment par les multiples bandes armées qui disent se rattacher au GIA. Dans ce cadre, leur présence est diffuse et volatile, les combattants sont nés dans ces quartiers dont ils connaissent parfaitement le dédale de ruelles, utilisé à la fois pour lancer des attaques contre les forces de sécurité et pour échapper à leur riposte. Enfin, la littérature signale également l'existence de zones dites « libérées », désignant certains lieux qui semblent être passés sous le contrôle des combattants armés et pour lesquels ils définissent de nouveaux modes de vie et d'administration. Ainsi, Ammar Belhimer cite l'exemple de certaines communes comme Birkhadem, Saoula, Douéra et Kheraïssia⁹⁴, localités au sud d'Alger, qui seraient passées sous la coupe du GIA, à l'époque de l'émirat de Cherif Gousmi et dans lesquelles il aurait interdit le mélange des hommes et des femmes dans les transports en commun, ou encore imposé la fermeture des salons de coiffure.

Tous ces espaces font l'objet de conflits entre les groupes qui s'affrontent pour leur contrôle. On pense notamment aux maquis du MIA qui sont récupérés par le GIA lorsque l'organisation faiblit à partir de 1993, ou à certains axes routiers (la route Alger-Constantine ; la route qui longe la côte méditerranéenne) qui sont des lieux stratégiques pour capter les ressources nécessaires à la survie du groupe (mise en place de faux barrages, racket des transporteurs routiers, etc.).

Concernant le cas de l'occupation territoriale par le Groupement islamique armé (GIA), il semble que la structure mise en œuvre cherche à quadriller tout l'espace national en « zones »⁹⁵. On peut en compter au moins cinq différentes, puisque l'on sait qu'Hassan Hattab, avant sa défection et la création du GSPC, était émir de la zone deux, laquelle semble correspondre à la Kabylie⁹⁶, et que Nabil Sahraoui, qui sera le second émir du GSPC après la destitution d'Hattab en 2003, était émir du GIA pour la zone cinq. Considérant à nouveau les éléments d'Ammar Belhimer, on peut se représenter cette occupation selon le schéma suivant.

⁹⁴ Qui semble correspondre à Khraïcia sur notre carte (Annexe n° 2).

⁹⁵ Il semble que l'on retrouve aussi cette division territoriale dans la première version du MIA de Mustapha Bouyali, mais on dispose de trop peu d'informations à ce sujet pour être en mesure de le développer ici.

⁹⁶ Selon Moussaoui A., *La violence...*, *Op. cit.*

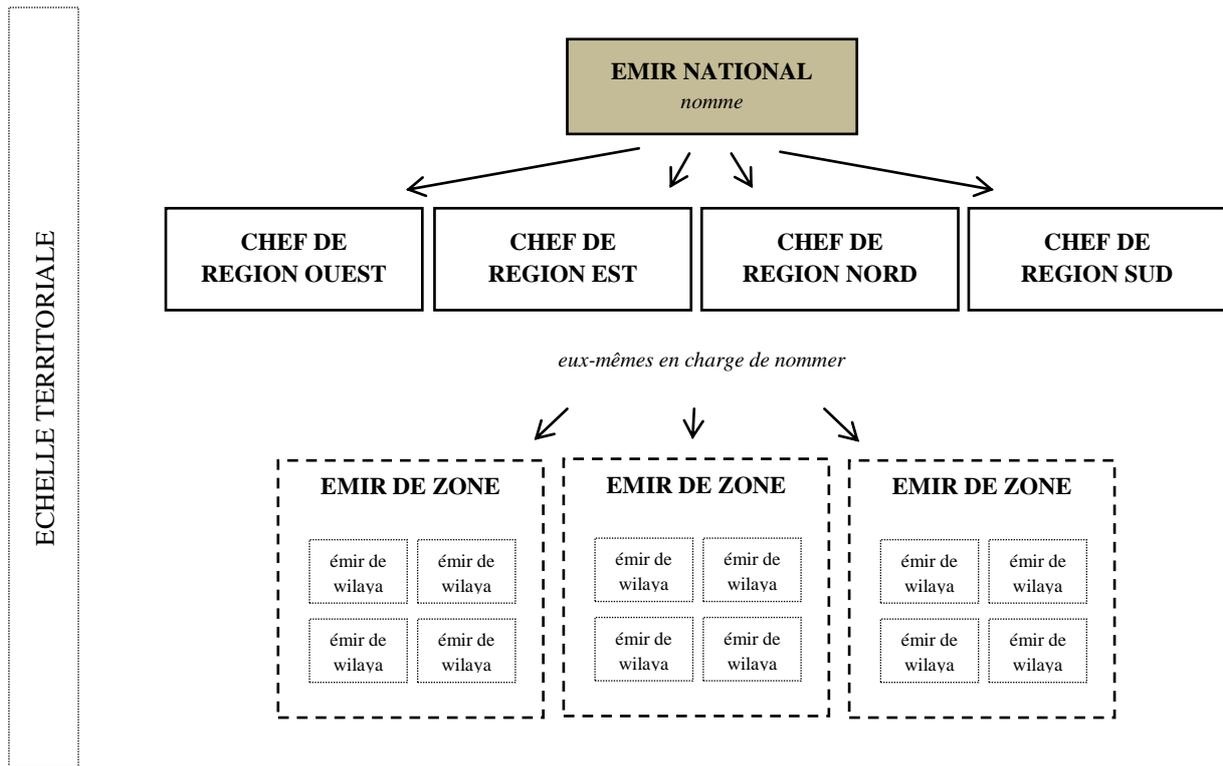


Schéma 2 : Organigramme théorique du GIA⁹⁷.

On voit ainsi qu'au moins trois niveaux hiérarchiques apparaissent : les échelons national, de zone et de *wilaya*. Cette organisation se confirme lorsque l'on compare ces informations avec les recherches d'Abderrahmane Moussaoui. Mais l'anthropologue signale que ces différents niveaux ne sont pas spécifiques au GIA et concernent la structuration de l'ensemble des groupes armés algériens. Ainsi, chacun des échelons est formé d'une *imâra* qui correspond à une sorte de « poste de commandement ou d'état-major », et lorsqu'il s'agit de l'*imâra* nationale (*imâra wataniya*), cela s'apparente plus à une « présidence ». En dessous de celle-ci se trouve donc l'*imâra* de zone (*mantiqa*), puis celle de région (*wilâ'î*).

Ajoutons que sur ce calque territorial s'organise un volet plus strictement militaire particulièrement bien expliqué par Moussaoui, avec une hiérarchisation en section, « l'échelon de base », en sous-compagnie (*façilât*) et en compagnie (*katîba*), puis en bataillon (*djund*). Notons également la possibilité de structurer les *mudjâhidîn* en commando (*zumra*) pour effectuer des missions plus spécifiques. Nous terminerons donc en insérant ici un schéma résumant cette organisation militaire.

⁹⁷ Schéma établi à partir des éléments de l'article : Belhimer A., « Les groupes armés... », *Op. cit.*

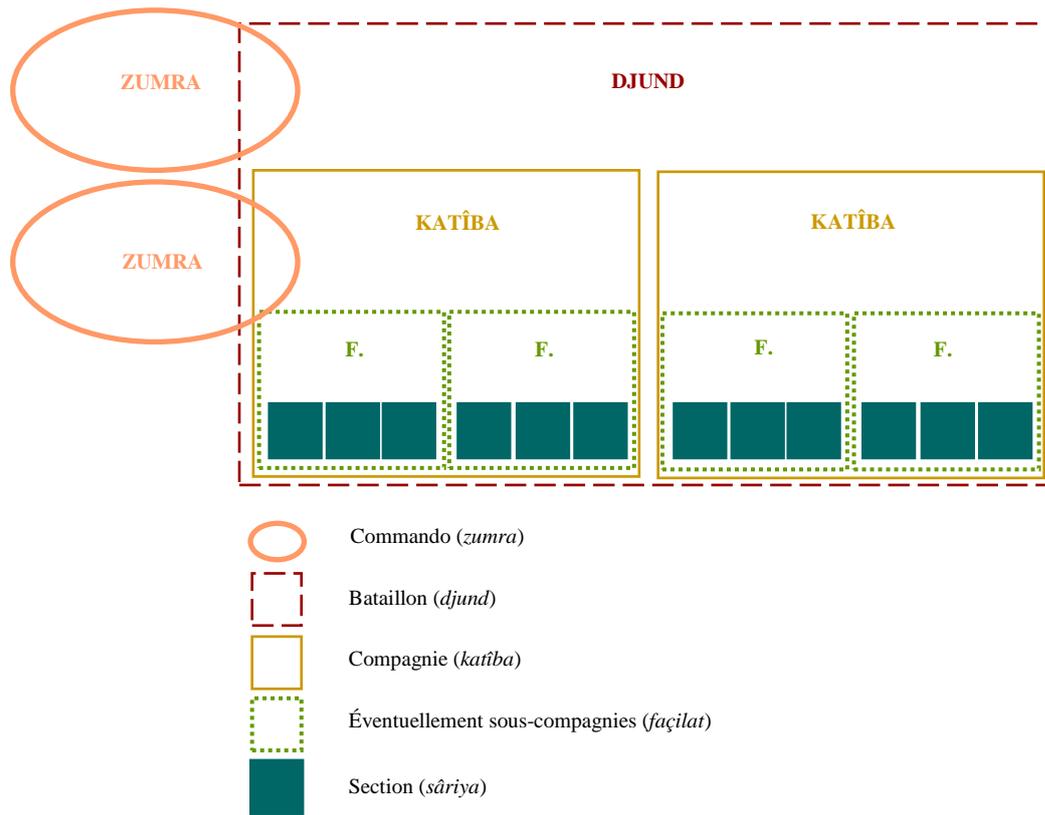


Schéma 3 : Structuration des groupes armés algériens à l'échelle militaire⁹⁸.

⁹⁸ Schéma établi à partir des éléments donnés par : Moussaoui A., *La violence...*, *Op. cit.*

■ CONCLUSION

Dans la première partie de cette étude, nous avons tenté de préciser certains points de l'étude des organisations qui nous semblaient essentiels comme l'influence de la structure organisationnelle sur la stratégie adoptée, la notion de pouvoir et d'autorité ou encore la question des bases sociale et territoriale d'une organisation.

Ces éléments théoriques ainsi posés, il nous a paru essentiel de confronter notre littérature de référence et de voir dans quelle mesure elle peut être transposée à des exemples concrets comme la guerre civile algérienne. Outre l'idée évoquée que l'organisation d'un groupe armé s'opère à des niveaux distincts et résulte de différentes temporalité et maturité politique, il y a dans cette seconde partie deux éléments que l'on retiendra tout particulièrement. C'est d'abord le fait que la structuration et l'adaptation des groupes armés algériens semblent s'être opérées essentiellement pendant le conflit, et au fur et à mesure de son déroulement. C'est également cette idée d'une structuration par émulation des groupes armés entre eux qui nous a particulièrement interpellés. Malgré qu'ils mènent un combat contre le même adversaire - avec des stratégies différentes -, ils se retrouvent à être largement en concurrence les uns avec les autres dans la course au « monopole du djihad » et leur construction résulte alors de décisions stratégiques propres, mais également des choix opérés par les autres organisations armées.

■ ANNEXES

Annexe n° 1 - Comment la structure affecte la capacité d'une organisation à mettre en œuvre et à contrer des stratégies opérationnelles, selon Abdulkader H. Sinno⁹⁹

	Fragmentation	Centralization	Multiplicity	Decentralization	Patronage
Accommodation and Confrontation	Accommodate only	Both (flexible)	Encourages confrontation	Attrition and accommodation only, low flexibility	Attrition and accommodation only
Divide and conquer	No	Yes	No	No	No
Hearts and minds	No	Yes	No	No	No
Co-optation	No	Yes	NR	Unlikely	Unlikely

↖ ABOVE: ABILITY TO EXECUTE STRATEGY

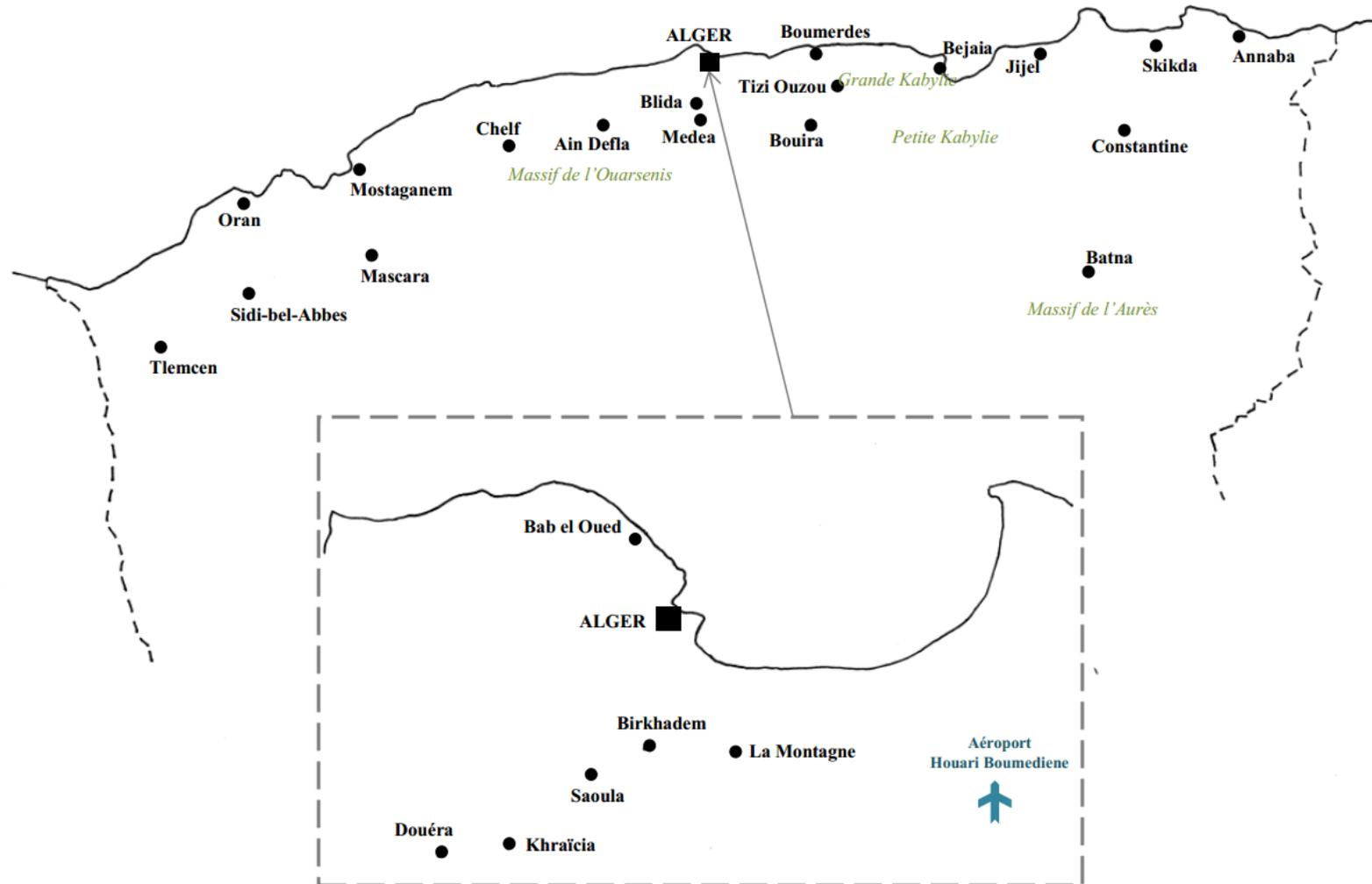
BELOW: ABILITY TO COUNTER STRATEGY ↗

Confrontation	Nil, unless induces outside intervention	Yes if has safe haven, otherwise not	Depends on availability of safe haven helpful if doesn't have one otherwise, not		
Divide and conquer	NR	Yes, strategy useless versus one centralized organization	Probably weakens ability to counter	Yes in case of widespread lockup	
Hearts and minds	NR	No	Both are better than a single centralized organization		The best
Co-optation	Vulnerable to individual co-optation	Easier to co-opt than decentralized organization	Easy to co-opt	Harder to co-opt than centralized organization	Yes

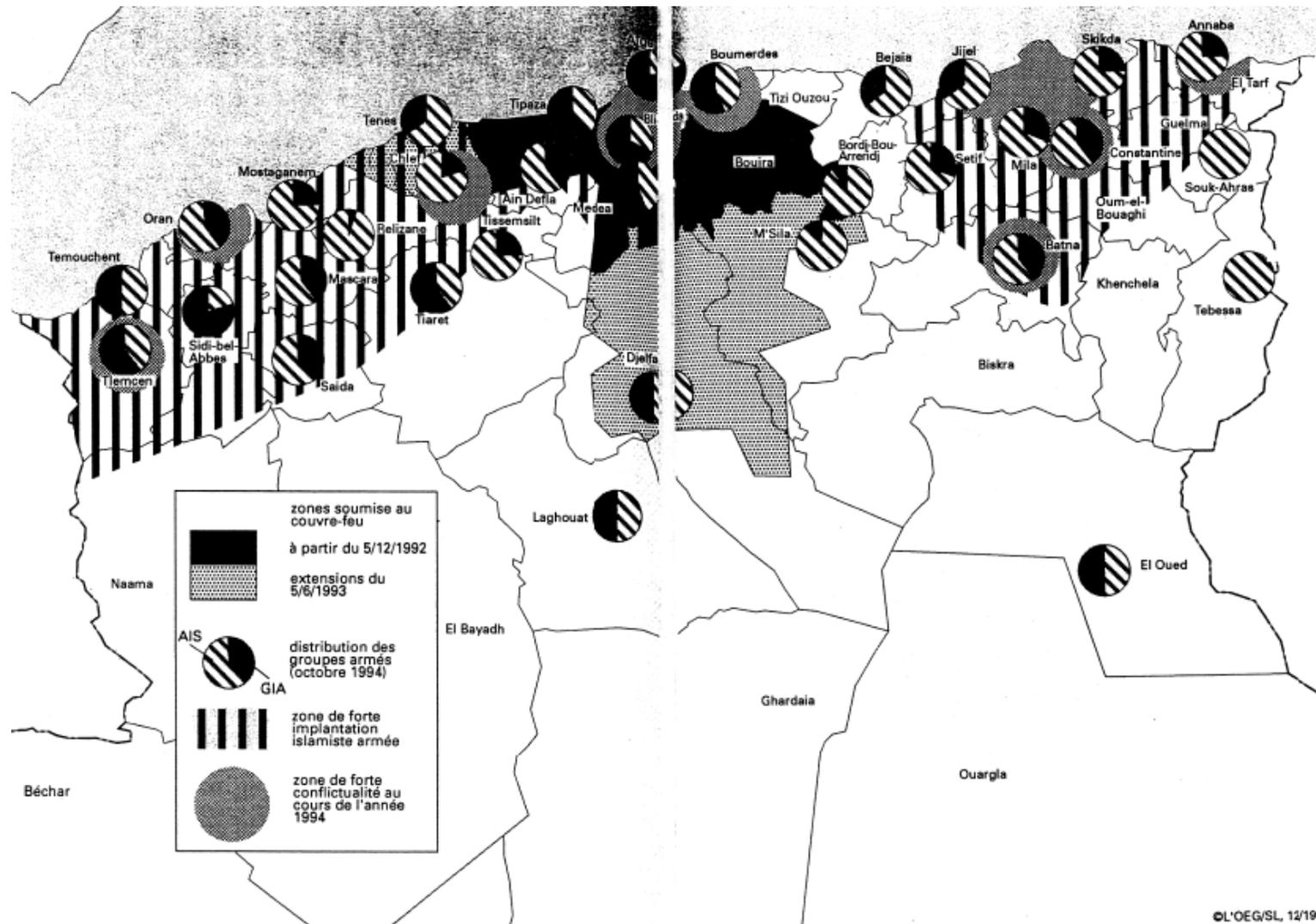
Shading code: disadvantageous advantageous No shade = Not Relevant (NR) or not clear

⁹⁹ Extrait de : Sinno A. H., "Armed Groups'...", *Op. cit.*, 331.

Annexe n° 2 – Carte du nord de l'Algérie



Annexe n° 3 - Carte de la présence islamiste, selon Séverine Labat¹⁰⁰



© L'OEG/SL, 12/1994

¹⁰⁰ Labat S., *Les islamistes...*, Op. cit., 308-309.

■ BIBLIOGRAPHIE

Sur la sociologie des organisations

Aron R., 1967, *Les étapes de la pensée sociologique*, Monstesquieu, Comte, Marx, Tocqueville, Durkheim, Pareto, Weber, Paris, Gallimard.

Benabou C., Abravanel H. (dir.), 1986, *Le comportement des individus et des groupes dans l'organisation*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, 351-369.

Bernoux P., 2009, *La sociologie des organisations. Initiation théorique suivie de douze cas pratiques*, Paris, Seuil.

Chanlat J.-F., Séguin F., 1987, *L'analyse des organisations, une anthologie sociologique*, tome 2 : *Les composantes de l'organisation*, Boucherville, Gaëtan Morin.

Chester B. I., 1938, *The Functions of the Executive*, Cambridge, Harvard University Press.

Crozier M., Friedberg E., 1977, *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil.

Etzioni A., 1961, *A Comparative Analysis of Complex Organizations. On Power, Involvement, and Their Correlates*, New York, The Free Press of Glencoe.

Etzioni A., 1971 *Les organisations modernes*, Bruxelles, Duculot.

Hatch M.-J., 2000, *Théorie des organisations, De l'intérêt de perspectives multiples*, Paris-Bruxelles, De Boeck Université.

Kanter R., 1968, "Commitment and Social Organization: A Study of Commitment Mechanisms in Utopian Communities", *American Sociological Review*, n°33, 499-517.

Kanter M. R., 1972, *Commitment and Community: Communes and Utopias in Sociological Perspective*, Cambridge, Mass, Harvard University Press.

Mintzberg H., mars 1980, "Structure in 5's: A Synthesis of the Research on Organization Design", *Management Science*, vol. 26, n°3, 322-341.

Sur les organisations armées plus spécifiquement

Aspinall E., 2009, *Islam and Nation: Separatist Rebellion in Aceh*, Indonesia, Stanford, Stanford University Press.

Barter S. J., mars 2008, "Resources, Religion, Rebellion: The Sources and Lessons of Acehese Separatism", *Small Wars & Insurgencies*, vol. 19, n° 1, 39-61.

Beardsley K., McQuinn B., août 2009, "Rebel Groups as Predatory Organizations: The Political Effects of the 2004 Tsunami in Indonesia and Sri Lanka", *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53, n° 4, 624-645.

Collier P., Hoeffler A., octobre 2004, "Greed and Grievance in Civil War", *Oxford Economic Papers*, vol. 56, n° 4, 563-595.

Fillieule O., Bennabi-Chraïbi M. (dir.), 2003, *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po.

Fillieule O. (dir.), 2005, *Le désengagement militant*, Paris, Belin.

Keen D., 1998, *The Economic Functions of Violence in Civil Wars*, Oxford, Oxford University Press.

Norton A. R., 2007, *Hezbollah: A Short History*, Princeton, Princeton University Press.

Serena C., 2014, *It Takes More than a Network. The Iraqi Insurgency and Organizational Adaptation*, Stanford, Stanford University Press.

Sinno A. H., 2008, *Organizations at War in Afghanistan and Beyond*, London, Cornell University Press.

Sinno A. H., juin 2011, "Armed Groups' Organizational Structure and their Strategic Options", *International Review of the Red Cross*, Vol. 93, n° 882, 311-332.

Staniland P., été 2012, "Organizing Insurgency, Networks, Resources, and Rebellion in South Asia", *International Security*, vol. 37, n° 1, 142-177.

Weinstein J., 2007, *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, Cambridge, Cambridge University Press.

Sur les groupes armés non étatiques algériens

Al-Wasat, 22 mai 1995, « Le *jamaa* algérien : le *leadership* secret et la carte des divisions », *Al-Wasat*, n° 173, article traduit et annoté par : Burgat F., juillet-septembre 1995, « Algérie : l'AIS et le GIA, itinéraires de constitution et relations », *Maghreb-Machrek*, n° 149, 105-113.

Belhimer A., 1^{er} trimestre de 1995, « Les groupes armés de l'opposition islamique », *Les Cahiers de l'Orient*, n°36-37, 61-92.

Le Saout D., Rollinde M.(dir.), 1999, *Emeutes et mouvements sociaux au Maghreb : Perspective comparée*, Paris, Karthala.

Labat Séverine, « Islamismes et islamistes en Algérie », dans Kepel G.(dir.), 1994, *Exils et royaumes. Les appartenances au monde arabo-musulman aujourd'hui*, Paris, Presses de la FNSP.

Labat S., 1995, *Les islamistes algériens. Entre les urnes et le maquis*, Paris, Seuil.

Lamchichi A., 1992, *L'islamisme en Algérie*, Paris, L'Harmattan.

Martinez L., août 1995, « Les groupes islamistes entre guérilla et négoce : Vers une consolidation du régime algérien ? », *Les Etudes du CERI*, n° 3.

Martinez L., 1998, *La guerre civile en Algérie : 1990-1998*, Paris, Karthala.

Martinez L., juillet 2003, « Le cheminement singulier de la violence islamiste en Algérie », *Critique internationale*, n° 20.

Moussaoui A., 1994, « De la violence au djihad », *Annales, ESC*, n° 6, 1315-1333.

Moussaoui A., 2006, *La violence en Algérie. Les lois du chaos*, Actes Sud.

LA SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS APPLIQUÉE AUX GROUPES ARMÉS NON-ÉTATIQUES

L'usage de la violence comme d'un instrument de guerre n'est pas, comme on tend parfois à le réduire, le seul fait de la structure étatique. Comme l'État, les organisations non-étatiques pensent, élaborent et mettent en œuvre la violence, loin d'une simple réponse émotionnelle et irrationnelle. La violence armée est alors un outil à part entière, mis au service de la réalisation des objectifs du groupe.

Pour appréhender le phénomène des organisations armées, il apparaît d'abord essentiel de comprendre ce qu'est une « organisation », d'en rechercher une définition précise et surtout affranchie de l'usage commun utilisant le terme de manière générique. Une première réponse nous vient de la sociologie des organisations dont les concepts, s'ils sont bien souvent élaborés à partir de l'observation du monde du travail et de l'entreprise, peuvent être transposés à d'autres entités considérées dans des réalités différentes.

Se concentrant sur l'exemple algérien, Alix Le Moign analyse les groupes qui semblent polariser la lutte armée - le Mouvement islamique armé (MIA), l'Armée islamique du salut (AIS) et le Groupement islamique armé (GIA) –, leur structure et leurs relations à leur environnement.

Alix LE MOIGN

Doctorante allocataire de l'IRSEM et de la DGRIS



École Militaire
1, place Joffre – Case 38 - 75700 Paris SP 07
<http://www.defense.gouv.fr/irsem>